

Septembre 2013

*l'Anti*capitaliste

la revue mensuelle du NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

N°46
4€



ORGANISER, MENER, GAGNER LA NOUVELLE BATAILLE DES RETRAITES



DOSSIER *Ecole, capitalisme et lutte de classes*



Egypte: *révolution ou coup d'État militaire?*



Chili: *40 ans après, des leçons toujours actuelles*

SOMMAIRE

Jean-Philippe Divès Editorial **Une rébellion mondiale, mais toujours en manque de projet**

P3

PREMIER PLAN

Henri Wilno Défense des retraites **Le sens d'un combat**

P4

Yann Cézard 1995-2003-2010 **Retour sur trois batailles**

P6

ACTU

João Machado **Le Brésil après les mobilisations de juin**

P10

Socialistes révolutionnaires (Egypte) Lettre aux révolutionnaires égyptiens **Révolution ou coup d'Etat militaire?**

P12

Pierre Rousset Face à l'intervention française en Afrique **Combattre notre propre impérialisme**

P15

DOSSIER

Ugo Palheta **Ecole, capitalisme et lutte de classes**

P18

Ugo Palheta **L'enseignement professionnel, conquête ouvrière et école de classe**

P21

Gabrielle Thimbert Education nationale **La lente destruction du service public continue**

P24

Antoine Larrache **L'éducation mise au diapason de la crise capitaliste**

P26

REPÈRES

Franck Gaudichaud **Luttes ouvrières et pouvoirs populaires dans le Chili d'Allende**

P28

François Sabado **Problèmes stratégiques de la révolution chilienne**

P31

LECTURES

Pierre Levi **Quiniou ou le « désir » comme source du stalinisme...**

P33

Yann Cézard Face à l'Union européenne **« En finir avec l'Europe », ou avec quelques faux débats ?**

P34

FOCUS

Jean-François Cabral Egypte **La révolution n'est pas terminée**

P36

© Illustration de Une : Phototèque rouge/JMB. Dans la manifestation en défense des retraites du 28 octobre 2010 à Paris.

Pour contacter la rédaction de L'Anticapitaliste, la Revue : contact-revue@npa2009.org

L'Anticapitaliste,
la Revue

mensuel du Nouveau Parti

anticapitaliste

Rédaction: 01 48 70 42 27

Diffusion: 01 48 70 42 31

diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28

2, rue Richard-Lenoir, 93100

Montreuil

redaction@npa2009.org

Commission paritaire:

0514P11509

Tirage: 3 000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle

Société de presse, d'audiovisuel

et de communication (NSPAC)

SARL au capital de 3500 euros

(durée 60 ans)

Gérant et directeur de

publication:

Ross Harold

Impression:

Rotographie,

Montreuil-sous-Bois

Tél.: 01 48 70 42 22

Fax: 01 48 59 23 28

mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et

renvoyez nous le formulaire **accompagné d'un RIB**

à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR,

93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
93100 MONTREUIL**

NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

554755

Abonnements par chèque

à l'ordre

de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)

ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo + le mensuel

6 mois

1 an

50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

pour l'hebdo + le mensuel

6 mois

1 an

38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle

6 mois

1 an

22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo + le mensuel

6 mois

1 an

70 euros 140 euros

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT

CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:



Une rébellion mondiale, mais toujours en manque de projet

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

I faut écouter ce que nos ennemis disent de nous – de nos mouvements et de nos luttes. L'hebdomadaire britannique *The Economist*, qui se veut à la fois un porte-parole et un *think-tank* au service du capital globalisé, vient de se pencher sur ce qu'il considère comme une nouvelle vague de radicalisation de portée historique. Son édition du 29 juin 2013 la compare à trois grands mouvements du passé : les révolutions de 1848, Mai 68, les révoltes de 1989 à l'Est de l'Europe ; tout en signalant une différence notable – le fait que le mouvement actuel ne soit pas circonscrit à certaines régions du monde mais ait d'emblée un caractère planétaire. Un rapport de son Intelligence Unit (unité de recherche), diffusé en juillet à ses abonnés, s'efforce d'analyser cette situation plus en profondeur. Mettant en évidence une « méfiance généralisée » à l'égard des pouvoirs en place, il identifie trois types différents de mouvements : ceux dont le ressort est d'abord démocratique – comme dans le monde arabe et en ex-URSS –, les « nouveaux mouvements sociaux » du type de celui des Indignés ou de *Occupy*, et les mobilisations plus « traditionnelles » qui prédominent en Europe de l'ouest (de la Grèce à la France) et en Amérique latine.

Dans le même temps, il met en évidence leur racine commune : « la toile de fond de la récente vague de protestations est la crise de 2008-2009 et ses conséquences ». Et précise : « Des révolutions arabes aux mouvements *Occupy*, il y a eu ces deux dernières années une forte augmentation des protestations populaires. La récession économique, la faim, la pauvreté, la répression politique et la corruption ont toutes concouru à nourrir la contestation sociale. Bien sûr, ces sources universelles du mécontentement humain seront toujours de puissants leviers de changement politique. Mais il semble aussi que l'on observe une nouvelle tendance à travers l'émergence de mouvements de contestation diffus et dont les axes sont moins clairs. Ceux-ci s'organisent souvent de façon lâche, mobilisent rapidement à travers les réseaux sociaux et, ce qui est le plus important, manquent d'un programme ou d'objectifs cohérents. Plutôt que de s'engager dans le débat politique sur les alternatives au statu quo, ces mouvements de contestation d'un type nouveau semblent surtout exprimer une désillusion envers les élites politiques et du monde des affaires. »

DES « REBELLES SANS CAUSE » ?

En même temps qu'il alerte son public, *The*

Economist Intelligence Unit entreprend de le rassurer. Si le mécontentement et l'instabilité sont généralisés, les mobilisations en cours pâtissent en effet du manque criant de projet alternatif. C'est « le paradoxe d'une contestation sans politique », où « la plupart des nouveaux mouvements évitent délibérément l'idéologie (...) peuvent être capables d'identifier ce qu'ils rejettent, mais pas d'articuler clairement ce qu'ils veulent ». Or, « des mouvements de contestation qui ne définissent et ne clarifient pas leurs objectifs, en ne construisant pas des organisations afin de lutter pour eux, ne peuvent que tourner court. Plus encore, en désavouant la politique, ils permettent aux pouvoirs en place de se réorganiser en préservant le vieux système politique. » On aurait donc affaire à « des rebelles sans cause » – c'est le titre du rapport –, une contradiction dont la situation égyptienne offrirait aujourd'hui la plus haute expression. Dans ces conditions, « il y aura probablement d'autres troubles dans les semaines et mois à venir, et d'autres gouvernements risqueront de tomber, mais dans la plupart des cas les protestataires de la nouvelle époque ne représentent pas une menace sérieuse pour le statu quo. »

Avec ses mots, ses déterminations et ses préconçus, cette étude met le doigt sur le grand problème auquel nous sommes confrontés. Les luttes ne manquent pas et, face à une crise du capitalisme sans perspective de solution, elles ne sont pas prêtes de s'arrêter. Tôt ou tard, elles viendront embraser aussi les vieux pays développés d'Europe. Mais plus de vingt ans après la chute du stalinisme, les travailleurs manquent toujours d'un horizon politique et social alternatif. Il est significatif que *The Economist* écarte de ses comparaisons historiques la vague révolutionnaire déclenchée par Octobre 1917. Il est bien sûr impossible de savoir quand et comment cette crise de la perspective socialiste pourra commencer à se résoudre. En tout cas, on a une nouvelle fois confirmation que les plus grands mouvements de lutte, par eux-mêmes, n'apportent pas de solution. Ils sont à la base de tout et il est vital d'y participer pleinement, mais en y défendant de façon systématique l'objectif d'une autre société et les moyens d'y parvenir. Pour doter la rébellion de la « cause » qui lui fait encore défaut... □

Défense des retraites, le sens

La lutte contre la réforme des retraites a un enjeu immédiat évident : le refus d'un nouveau recul social. Mais, au-delà de ses modalités concrètes, cette réforme doit être replacée dans un triple contexte : le mode de construction capitaliste de l'Europe, la crise économique et la volonté des classes dominantes de casser un instrument, certes imparfait, d'unification des salariés.

L'Europe, d'abord. En principe, les questions relatives à la protection sociale, aux salaires et à diverses questions sociales ne relèvent pas de la compétence directe des institutions européennes : l'Union européenne peut fixer des objectifs généraux mais les Etats restent libres des moyens. Ce que l'on appelle le « modèle social » européen est en fait surtout l'addition de situations nationales résultant des luttes du passé où plusieurs des classes ouvrières européennes ont réussi à conquérir des droits significatifs, dont celui à une retraite décente. Si l'Union européenne a commencé à s'occuper directement des retraites (et non de l'institution d'un salaire minimum dans les pays membres qui n'en ont pas), c'est que les Etats nationaux le lui ont permis et lui ont fixé des orientations. Et, de ce point de vue, en France, l'unité de vue entre droite et socialistes a toujours été étroite.

UNE EUROPE DE PLUS EN PLUS LIBÉRALE ET ANTIDÉMOCRATIQUE

Ainsi, Jacques Chirac et Lionel Jospin ont conjointement accepté en 2002 la déclaration finale du sommet de Barcelone où figure l'objectif de reporter de cinq ans l'âge de la retraite. Le texte stipule : « Il faudrait chercher d'ici à 2010 à augmenter progressivement d'environ cinq ans l'âge moyen effectif auquel cesse, dans l'Union européenne, l'activité professionnelle. Les progrès à cet égard seront examinés chaque année avant le Conseil européen de printemps. ». Jospin était alors premier ministre, il aurait pu s'y opposer mais a choisi de ne pas le faire,

dans la continuité de sa décision de ne pas remettre en cause la réforme Balladur de 1993 qui s'était attaquée au mode de calcul des retraites des salariés du privé.

Ayant reçu le feu vert des Etats, la Commission a continué à s'occuper des retraites. Elle a publié en juillet 2010 un « Livre vert » intitulé « *Vers des systèmes de retraite adéquats, viables et sûrs en Europe* » (on appréciera l'hypocrisie du langage). Le texte éprouve le besoin de préciser que « *les États membres sont responsables des retraites* » mais il ajoute : « *l'UE coordonne des politiques et régleme les questions qui concernent les retraites.* » L'argument essentiel pour justifier cette évolution, qui va clairement au-delà des traités européens, est l'équilibre des finances publiques. Car les régimes de protection sociale (y compris les retraites publiques) sont amalgamés avec les budgets des Etats et des collectivités locales, dans les objectifs de déficit public du traité de Maastricht et du pacte de stabilité budgétaire.

En février 2012, la Commission européenne a publié un « Livre blanc » de même inspiration que le précédent : « *Une stratégie pour des retraites adéquates, sûres et viables* ». A cette occasion, elle écrit que « *la question des retraites s'impose de plus en plus comme une préoccupation commune à tous les pays de l'UE, même si ce domaine relève essentiellement de la responsabilité individuelle des États membres. La Commission continuera à encourager et à surveiller de près les réformes des retraites, dans le cadre de la stratégie de l'UE pour la croissance et l'emploi.* »

Enfin, le 30 mai 2013, la Commission a publié des recommandations à l'usage de la France ; elles portent notamment sur les retraites et demandent une réforme dès cette année. La Commission demande « *d'adapter les règles d'indexation, les âges minimum et de taux plein, la période de contribution et les régimes spéciaux, mais en évitant d'augmenter les contributions des employeurs aux régimes des retraites.* » Là, François Hollande s'est un peu énervé car ce texte faisait tâche au moment où le pouvoir faisait semblant de jouer le jeu de la concertation. Au sommet européen suivant, en juin dernier, il s'est satisfait d'une modification cosmétique : la Commission européenne ne mentionne plus le relèvement de l'âge légal (le document se

contente désormais de mentionner « l'âge effectif » de la retraite) mais le passage sur les cotisations patronales demeure.

Le cas des retraites est donc une illustration caricaturale de l'évolution de plus en plus antidémocratique (même par rapport aux normes restreintes de la démocratie bourgeoise) du mode de traitement d'un certain nombre de questions décisives. Nous ne sommes pas de ceux qui pleurent sur la souveraineté nationale, mais ce jeu de cache-cache où le gouvernement fait semblant de négocier à Paris alors qu'il s'est engagé à Bruxelles réduit les débats et concertations sociales à un trompe-l'œil qui rend plus nécessaire que jamais l'action directe des salariés.

BAISSER LE « COÛT DU TRAVAIL »

Cette évolution européenne est bien entendue à rapprocher de la crise économique. Celle-ci perdure malgré les discours périodiquement optimistes des dirigeants et économistes officiels. Ces derniers ont été revigorés par des chiffres de croissance positifs (+0,5% en France, +0,3% pour la zone euro) pour le deuxième trimestre 2013. Mais, sur l'ensemble de l'année 2013, même si la récession touche vraiment à sa fin, la croissance sera quasi nulle et le chômage va continuer à monter. En fait, France et zone euro vont sans doute passer de la récession à la stagnation.

Mais un mieux en termes de croissance ne signifierait pas la fin de la crise : après la récession de 2009, il y eut un redémarrage limité en 2010-2011, puis cela a replongé. Aucune des causes profondes de la crise n'est en fait résolue. D'un point de vue capitaliste, tant sous l'angle du taux de profit que des débouchés, les conditions d'une reprise durable de l'accumulation ne sont pas réunies. De nouveaux soubresauts des économies européennes peuvent résulter soit de la défaillance d'une banque, soit de la chute d'un gouvernement confronté au mécontentement populaire. Dans ce contexte, la hausse des taux de profit est le programme commun des dirigeants français et européens. Il s'agit en fait de perpétuer pour l'essentiel le modèle de croissance néolibéral antérieur à 2007.

L'attaque contre les retraites est donc une composante de l'offensive générale en Europe contre le « coût du travail » : salaires

d'un combat

PAR HENRI WILNO



Initiative du NPA le 20 juin 2013 au Trocadéro, aux abords de la « conférence sociale » réunie par le gouvernement. Phototèque rouge/JMB.

directs et protection sociale. Les modes d'organisation de la protection sociale varient selon les pays, mais toutes les réformes vont dans le même sens. Il s'agit d'en réduire les coûts pour les employeurs et d'amener les personnes qui en ont les moyens à se tourner vers des formules privées et individualisées de garantie. Il est à remarquer que l'attaque concerne en Europe tous les systèmes de retraite, qu'ils soient fondés sur la répartition ou sur la capitalisation. Dans ce dernier cas (ainsi en Grande-Bretagne) les employeurs (avec l'appui des gouvernements) font pression pour que les régimes à prestations définies, qui donnent des garanties aux salariés (le montant des retraites est défini et les ressources évoluent selon les besoins), évoluent vers des régimes à cotisations définies (les prestations doivent s'adapter aux ressources dont le niveau est bloqué).

CASSER LE COLLECTIF SOCIAL

A travers la réforme des retraites, c'est un acquis majeur qu'il s'agit de réduire : le droit à un salaire continué après la vie professionnelle, financé par les cotisations sociales. Cette offensive aussi s'inscrit dans l'action tenace et opiniâtre de fragmentation du salariat que les dominants ont

entrepris de mener depuis la dernière vague de conquêtes sociales majeures en Europe, à la fin des années 1960 et au début des années 1970. L'objectif est de ramener les travailleurs à l'état de facteurs de production et de détruire ce qui leur permet de se constituer en force sociale indépendante. Pour cela, il faut éroder tout ce qui constitue des « intérêts communs » entre les travailleurs, quels que soient leur origine, leur âge, leur atelier, leur service, leur entreprise, etc.

En effet, comme Marx le note dans *« Misère de la philosophie »*, au départ du processus de constitution du prolétariat en classe, il y a une situation objective et des intérêts communs clairement ressentis : *« La grande industrie agglomère dans un endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise d'intérêts. Mais le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance-coalition. »*

Avoir la même grille de salaire, le même contrat de travail, le même droit à la retraite favorise la conscience d'appartenir au même groupe social. C'est pour cela que le patronat et l'Etat remettent aujourd'hui en cause les droits collectifs, les augmentations générales de salaire, multiplient les statuts dans les entreprises et la fonction publique,

imposent des objectifs individualisés, généralisent les entretiens individuels d'évaluation, etc.

La remise en cause des systèmes de retraite collectifs, la promotion des systèmes par capitalisation (qui individualisent les retraites et les lient à des placements financiers) participent de la même logique¹. Même s'ils sont fragmentés (régime général, fonctions publiques, régimes spéciaux), les régimes sociaux, dont ceux de retraite, participent des « intérêts communs » à tous les salariés, donc sont susceptible de déboucher sur des « coalitions » pour les défendre et, au-delà, se battre sur d'autres revendications, voire pour une autre société. Comme le dit le slogan : *« La Sécu, elle est à nous, on s'est battu pour la gagner, on se battra pour la garder »*. Ce « nous » qui permet les « tous ensemble » est un des enjeux de la lutte contre la réforme. □

¹ Selon Nicolas Bréville (1921) : *« il ne faut pas oublier le travail de nivellement psychologique et idéologique que pratique constamment la classe au pouvoir, ayant en mains l'organisme d'Etat, afin, d'une part, d'anéantir les surges de conscience de classe, dans les classes opprimées, et d'autre part, de leur inculquer par tous les moyens possibles l'idéologie de la classe régnante, ou bien de leur faire subir dans une mesure plus ou moins grande, l'influence de cette idéologie, bref, de l'implanter de force. »*

1995-2003-2010: retour sur

Une victoire, deux défaites. Et aucune explication simple pour ces dénouements si différents. Ne peut-on pas, cependant, en tirer quelques « leçons » pour l'avenir ?

1995: QUAND LA CGT ET FO FONT VRAIMENT LA GUERRE...

L'été 1993, Balladur avait imposé une réforme des retraites qui faisait passer, pour les seuls travailleurs du privé, la durée de cotisation nécessaire pour un « taux plein » de 37,5 à 40 ans. Sans réaction véritable de la part des confédérations syndicales. Ce fut une défaite sans combat, d'autant plus dramatique qu'elle instaurait une coupure entre public et privé qui pèsera sur toutes les luttes ultérieures.

Mais deux ans plus tard, quand Chirac annonce une réforme de l'assurance-maladie, un « contrat de plan » austéritaire à la SNCF et un alignement du régime de retraite du public (régimes « spéciaux » compris) sur celui des salariés du privé, la plupart des syndicats, à l'exception notable de la CFDT, décident d'engager une véritable épreuve de force avec le pouvoir. C'est que la droite s'attaque à des positions institutionnelles majeures des syndicats, en remettant en cause leur gestion paritaire de la Sécu et leurs bastions syndicaux.

FO et la CGT proposent aux salariés un véritable plan de bataille, et exigent clairement le retrait de la réforme. Le secrétaire général de FO, Blondel, déclare dès février 1995: « *La défense de la sécurité sociale mérite une grève générale interprofessionnelle. Nous y sommes prêts si nécessaire.* » Les syndicats préparent très à l'avance leur base militante à une lutte d'ampleur. Les journées d'action sont présentées comme des étapes d'une montée en puissance, et pas des « journées saute-mouton », au coup par coup.

Le 10 octobre, gros succès de la première journée de grève et manifestation à l'appel de toutes les fédérations de fonctionnaires et des entreprises publiques. Les 12 et 25 octobre, grève à la SNCF. Le 30 octobre, tous les syndicats, y compris donc encore, à cette

étape, la CFDT, appellent à un « nouveau temps fort » le 14 novembre. Qui est encore une réussite.

« SI DEUX MILLIONS DE PERSONNES DESCENDENT DANS LA RUE... »

«... mon gouvernement n'y résisterait pas», déclare le lendemain un Juppé arrogant et provocateur, qui, « *droit dans ses bottes* », se fait ovationner au parlement. Le « Juppéthon » est lancé. La plupart des syndicats organisent deux nouvelles journées de grève, le 24 et le 28 novembre. La CGT et toutes les autres fédérations déposent à la SNCF un préavis de grève qui va du 24 au 28. Y compris la CFDT cheminote: la secrétaire confédérale, Notat, a lâché le mouvement mais, parfois organisés autour du courant d'opposition « Tous ensemble », nombre de ses militants et des fédérations dénoncent cette trahison et prennent leur place dans le mouvement. Le 24, Blondel appelle à la radio « *à la mobilisation générale, au-delà même d'aujourd'hui et du 28.* » Les manifestations sont particulièrement énormes en province: le mouvement « pour les retraites des fonctionnaires » cristallise un ras-le-bol général. Surtout, les transports publics sont paralysés, alors que la grève touche également les électriciens, les postiers, les enseignants... Suivie à 85% le 24 à la SNCF, elle est massivement reconduite le lendemain, puis gagne les bus parisiens et le métro. Il n'y a plus ni métros ni trains, seulement 5% de bus. 107 centres de tri postal sur 130 seront en grève le 5 décembre. La grève illimitée « jusqu'au retrait de la réforme » achève de faire basculer l'opinion en faveur du mouvement. La grève reste cependant celle du secteur public uniquement (et d'abord celle des cheminots qui « bloquent » le pays) tout en se faisant « porte-parole » du mécontentement de toutes les classes populaires.

LA MÉTHODE DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

Ce succès doit beaucoup au volontarisme affiché par les directions syndicales, mais aussi à celui de la base militante, sur le terrain. Sans que les appareils syndicaux y fassent obstacle, beaucoup de grévistes se réunissent à la SNCF dans des assemblées générales massives, démocratiques, et « inter-services ». Les secteurs les plus combatifs entraînent les autres, dans les gares et à l'extérieur, en allant visiter les postiers, les dépôts de bus...

Cet enthousiasme balaie tous les corporatismes. Les grévistes, profs ou postiers, se retrouvent autour des piquets cheminots, et refont le monde ensemble dans une extraordinaire ambiance, radicale et fraternelle.

C'est la beauté du mouvement de 1995: un véritable romantisme de la grève, et l'impression qu'on peut non seulement bloquer le pays, mais aussi, pourquoi pas, rendre possible une autre société. Deux grandes journées de manifestation, les 5 et 12 décembre, ponctuent le mouvement et rallient d'autres salariés, des chômeurs, des étudiants, pour des « temps forts » qui donnent un caractère politique plus large et profond au mouvement.

LA CAPITULATION DE JUPPÉ, LA BRUTALITÉ DE THIBAUT

Premier ministre d'un pays paralysé par la grève, Juppé doit manger son chapeau. Il retire le volet retraites de son plan et la réforme de la SNCF, tout en maintenant, cependant, le volet sécu, son « RDS » (une CSG bis) et les rationnements de soins. C'est alors que la CGT siffle la fin du mouvement.

Thibault, le secrétaire de la fédé cheminots, appelle à mettre fin au mouvement le 14 décembre. Sans la moindre tentative de faire même semblant de consulter les assemblées générales de grévistes! C'est la reprise, avant la manifestation du samedi 16 décembre. Celle-ci, qui aurait peut-être permis à de nouvelles catégories de la population de participer au mouvement et (qui sait?) donné une nouvelle dimension politique à celui-ci, devient un défilé joyeux de victoire.

Par cette attitude, les directions syndicales, en particulier la CGT, rompaient avec l'esprit de la grève tel qu'il avait été vécu par une bonne partie de la base, mais restaient logiques par rapport à leurs objectifs initiaux: montrer au pouvoir qu'elles sont incontournables. Elles avaient laissé faire les initiatives locales, y compris venant de militants d'extrême gauche, mais gardaient le contrôle du mouvement, et c'est cette capacité de contrôle qu'elles confirmaient par la brutalité de la reprise.

La victoire de 1995 montrait cependant la possibilité de faire plier le pouvoir par la puissance de la grève, la capacité de celle-ci à changer largement les esprits et l'ambiance politique, l'efficacité des AG démocratiques

trois batailles

PAR YANN CÉZARD

et des initiatives d'extension du mouvement en s'appuyant sur les secteurs les plus combattifs. Mais aussi la nécessité, en toutes circonstances, de véritables structures démocratiques d'auto-organisation de la lutte.

2003 : L'ENTHOUSIASME D'UNE MINORITÉ, LA TRAHISON DES CONFÉDÉRATIONS

2003 ressemble à 1995 par la nature des attaques (la loi Fillon aligne la durée de cotisation des fonctionnaires sur celle du privé), mais pas par la réaction syndicale ! Les confédérations, y compris FO et la CGT, acceptent bien davantage de jouer le jeu du « dialogue social », admettent la « nécessité d'une réforme », ne défendent pas de revendication claire, et surtout pas le retour de tous les salariés, public et privé, à 37,5 ans

de cotisation. Même vide sidéral sur le plan de la mobilisation. Le gouvernement peut être tranquille, sauf surprise...

SURPRISE: LA GRÈVE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Une journée d'action nationale a lieu dans l'Éducation nationale le 18 mars, contre la décentralisation des personnels ATOSS. Dans les semaines suivantes, des personnels, qui en ont ras-le-bol des journées saute-mouton, se mettent en grève reconductible, de façon minoritaire, dans des établissements du 93, de Toulouse, Marseille, Le Havre et Rouen, La Réunion, Bordeaux, etc. Ils constituent des AG quotidiennes, des comités de mobilisation, initient la « grève marchante » de bahut en bahut. L'initiative de ces foyers d'auto-organisation et de grève minoritaire militante, relayés ensuite par quelques sections départementales FSU, vient d'équipes locales combattives, dans

lesquelles les militants d'extrême gauche de diverses « obédiences » (LCR, PT, LO, CNT, etc.) jouent un rôle certain.

A Toulouse et à Nantes, les AG réuniront jusqu'à 800 personnes. L'AG d'Ile-de-France, le 6 mai, plus de 500 grévistes représentant 220 collèges et lycées et des dizaines d'écoles; en lien avec des AG départementales de 200 à 600, et des AG de ville. Une coordination nationale se réunira régulièrement, avec des représentants de centaines d'établissements scolaires et de 44 départements (même si tous ne sont pas délégués par des AG départementales). C'est un lieu de débats, d'élaboration d'une politique de la grève, l'embryon d'une direction nationale et démocratique du mouvement. Certes, elle ne rivalisera jamais réellement avec les directions syndicales nationales, faute d'une légitimité reconnue dans vraiment tout le



Dans la manifestation du 28 octobre 2010 à Paris. Phototèque rouge/JMB.



pays, mais elle exerce une sacrée pression sur celles-ci, et propose une politique à des milliers de grévistes.

Le 6 mai, grosse journée de grève dans l'EN. Or le mouvement, qui n'est pas entaché de corporatisme (un des slogans les plus repris est: «*Il y en a marre de ces guignols qui ferment les usines et cassent les écoles*»), est conscient qu'il ne sera pas possible de gagner seul. Il cherche à s'amplifier en mouvement de tous les salariés contre la réforme des retraites. Ceux-ci sont appelés à la grève par les confédérations le 13 mai.

Les grévistes de l'EN usent donc de la reconductible pour maintenir l'effervescence dans leur propre milieu, mais aussi pour s'adresser à d'autres secteurs, en diffusant des tracts devant les entreprises et en organisant des AG interprofessionnelles, où peuvent se rassembler plusieurs dizaines ou centaines de profs, cheminots, postiers, salariés du privé, chômeurs... L'espoir, à cette étape, est de voir basculer le reste du pays dans la grève comme en 1995, ou au moins de le voir à nouveau bloqué par une grève générale des transports. Qui n'est jamais venue.

VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE ?

Le 15 mai, la CFDT de Chèreque signe un accord avec Fillon et annonce son retrait du mouvement. Mais la victoire de 1995 n'avait pas reposé sur l'unité syndicale. Rien n'est perdu. La CGT, qui apparaît fort radicale par rapport à la trahison ouverte de la CFDT, propose cependant un calendrier démobilisateur: manifestation nationale dimanche 25 mai, grève et manifs le 3 juin. Et aucun préavis de grève reconductible!

L'argumentation est pour le moins perverse. Une déclaration commune des confédérations CGT, FO, UNSA, FSU dit ainsi: «*Seule une généralisation du mouvement, privé-public, et s'inscrivant dans la durée, pourra faire revenir le gouvernement sur ses choix néfastes.*» Très bien! Sauf que la CGT non seulement refuse d'appeler à la grève générale (tout comme FO), mais va expliquer aux cheminots qu'ils ne doivent pas se mettre en grève reconductible si les salariés du privé ne s'y mettent pas.

Le 13 mai, il y a autant de grévistes à la SNCF, à la RATP, à La Poste qu'en 1995. Le lendemain, la grève est reconduite très majoritairement dans les AG de certaines gares, à Marseille, Toulouse, Paris Gare du Nord, Rouen... Mais la CGT de Didier Le Reste, le successeur de Bernard Thibault (et

aujourd'hui un dirigeant du Front de gauche), s'oppose directement à la reconduction. Un peu partout des équipes de permanents débarquent pour faire la leçon aux équipes CGT locales, des responsables appellent les cheminots à reprendre le travail... et se préparer à la manifestation nationale du dimanche 25 mai (sans grève)! Ce calendrier coupe le souffle du mouvement, isole la grève de l'EN et étale la lutte pour mieux l'user. Refroidis, les grévistes se résignent à reprendre.

La manifestation nationale du 25 mai est un énorme succès, des centaines de milliers de gens défilant dans les rues de Paris. Avec la joie d'être nombreux, mais aussi l'inquiétude de ne pas voir la grève s'installer. A l'arrivée de la manif, sur la proposition de la coordination nationale des personnels de l'Education nationale, des dizaines de groupes de profs, avec leurs banderoles d'établissements en grève, font une haie d'honneur, en scandant «grève générale». Le soir, l'intersyndicale n'appelle pas à la grève générale, et annonce un chiffre modeste (vu l'ampleur de la démonstration de force du jour!) de 500000 manifestants, très loin des habitudes syndicales... d'exagération.

Il y a décidément deux politiques!

L'ÉCHEC DU MOUVEMENT

Le 3 juin, nouvelle réussite, y compris chez les cheminots. Mais là encore, la CGT SNCF douche les foyers où s'allume la grève; consent mollement à une reconductible mais avec interruption à la Pentecôte et reprise le 10... Elle impose des AG par secteurs pour les cloisonner et empêcher les effets d'entraînement, met en garde contre la venue d'éléments extérieurs (les enseignants principalement) dans les assemblées. Elle s'oppose consciemment aux méthodes de 1995 et noie la grève. Le 11 juin, elle appelle à la reprise. Terminée à la SNCF, la grève ne peut donc que s'arrêter aussi (au bout de trois mois!) dans l'EN, peu avant le bac.

Le 12 juin, un meeting CGT-FO se tient à Marseille. Un Blondel lyrique appelle de ses vœux une grève générale, ce qui ne lui coûte plus grand-chose. Thibault s'y refuse et se fait siffler par de nombreux militants. Mais le problème n'était pas seulement que la CGT ou FO n'aient pas clairement appelé à la grève générale, mais qu'ils aient surtout refusé délibérément de mener une politique de généralisation des grèves, de construction d'une épreuve de force véritable. Il ne fallait décidément pas compter, cette année-là, sur les confédérés, mais sur les mino-

rités militantes les plus combattives.

2010 : UN MOUVEMENT PUISSANT MAIS INACHEVÉ

Sarkozy annonce le report de l'âge légal de départ. La réforme, contrairement à 1995 et 2003, frappe clairement toutes les catégories de salariés à la fois. Il compte sur la résignation et un calendrier cynique: première esquisse de la réforme le 16 juin, pause estivale, puis vote rapide de la loi à l'automne. Mais cette fois, toutes les organisations syndicales se retrouvent pour rejeter la réforme. Sans pour autant être claires sur les objectifs et la détermination!

Le 24 juin, une journée d'action est déjà très suivie. Puis, après l'été, vient la surprise de la journée du 7 septembre: plus d'un million de personnes dans la rue. Surtout, toutes les catégories sont représentées dans la rue, y compris des salariés du privé, parfois dans des cortèges d'entreprise. Le mouvement s'annonce très général et très politique, l'expression de la colère contre la crise et la politique de la droite. Pendant deux mois, les journées de grève et de manifestations se succèdent: 23 septembre, 12 octobre, 19 octobre, 28 octobre... En octobre, plus de trois millions de personnes manifestent trois fois en moins de dix jours. Plus que tous les grands mouvements précédents! La bataille de l'opinion est gagnée.

GRÈVE GÉNÉRALE OU GRÈVE PAR PROCURATION ?

Mais chacun sent bien qu'une série de manifestations, même massives, ne peut suffire. La question de la grève se pose. Le lendemain de la journée du 12, une grève reconductible, appelée par certaines fédérations, démarre dans quelques secteurs: la SNCF, les agents territoriaux, les ports, les raffineries. Autre surprise de ce mouvement multiforme, une partie de la jeunesse scolarisée se mobilise, les lycéens descendent dans la rue.

Mais la grève ne s'installe que dans peu de secteurs. Un espoir se répand: et si les cheminots bloquaient le pays comme en 1995? Les cheminots vont faire effectivement jusqu'à 18 jours de grève reconductible. Le nombre de grévistes (60% chez les «roulants», peut-être 30% dans l'entreprise) est proche de 1995. Mais la direction de la SNCF, cette fois, réussit à faire circuler la moitié des trains de voyageurs, et la grève est faible à la RATP. Et après tout, les cheminots eux-mêmes ne peuvent être à eux tout seuls la grève nationale, les autres doi-

vent s'y mettre.

Les espoirs de blocage se répercutent alors sur les raffineries, qui deviennent les bastions de la grève et reçoivent le soutien de centaines de grévistes d'autres secteurs. Les pénuries d'essence apparaissent un peu partout, et le pouvoir envoie ses CRS débloquent brutalement des dépôts de carburant.

La lutte des travailleurs de ces secteurs est décisive pour ancrer le mouvement, rendre possible une généralisation de la grève. Mais celle-ci ne peut justement pas se faire «par procuration», et elle ne peut pas l'emporter si elle reste cantonnée à quelques secteurs.

LE (PETIT) JEU SYNDICAL

Il faudrait alors un grand volontarisme des organisations syndicales. Non seulement qu'elles appellent clairement à la grève générale, mais aussi, puisque celle-ci ne se déclenche pas magiquement par un simple appel, qu'elles fassent tout leur possible pour, avec les équipes et les secteurs les plus combattifs, jeter les bases de la construction de cette grève.

Mais les confédérations, si elles ne font pas moins que ce qu'attendent la majorité des grévistes, n'ont pas l'intention de faire plus. Au moment où le mouvement atteint son sommet et son point critique, elles se retrouvent même d'accord... pour le laisser sans vraies perspectives. Le soir de la journée du 19 octobre, l'intersyndicale ne pro-

pose rien, puis attend le 21 pour proposer deux journées... lointaines (le 28 octobre et le 6 novembre).

C'est qu'elles ont d'une certaine façon atteint une partie de leurs objectifs. La réforme n'est pas retirée, mais elles ont rappelé leur force à la droite et au patronat, et les Thibault et Chérèque peuvent se flatter d'avoir été plus en phase avec leur base syndicale (la CFDT avait trahi le mouvement de 2003, la CGT avait sabordé celui de 2007 à la SNCF contre la réforme des «régimes spéciaux»).

Après le 28, le travail reprend progressivement à la SNCF, dans les ports, les raffineries et chez les territoriaux. Même si les éboueurs de la Ville de Paris, eux, ne lèvent leur blocage de l'incinérateur d'Ivry que le 8 novembre. La dernière manif, le samedi 6 novembre, voit encore des centaines de milliers de travailleurs défilent, fiers d'avoir tenu la dragée haute à Sarkozy.

Qui pour sa part va se satisfaire, à la télé pendant le journal télévisé de Claire Chazal du 16 novembre... de l'attitude des syndicats: *«Hommage soit rendu aux forces syndicales dans notre pays, nous avons fait cette réforme considérable des retraites sans violence (...) Les syndicats ont été responsables.»*

DES TENTATIVES PROMETTEUSES

Si ces directions syndicales n'ont pas semblé cette fois s'opposer frontalement au mouve-

ment lui-même, on ne pouvait décidément pas compter sur elles pour rendre possible la victoire. En revanche, des minorités combattives, des équipes syndicales (parfois liées à des courants d'opposition aux directions confédérales), dont des militants de l'extrême gauche, ont multiplié les initiatives. Même s'il n'y a pas eu cette fois des coordinations aussi importantes qu'en 2003 chez les profs, ou de vrais comités de grève à la SNCF, ici ou là il y a eu des expériences de coordinations interprofessionnelles.

Dans le 92, une AG interpro, à l'initiative d'enseignants et de postiers, a organisé des blocages et des manifs communes. A Toulouse, jusqu'à 600 personnes issues de tous les secteurs possibles ont bloqué ensemble des centres de logistique ou l'aéroport. A Rouen, une AG intersyndicale a coordonné toute sorte d'actions (blocage des accès de Rouen, soutien aux camarades de la raffinerie, etc.) et publié un bulletin de mobilisation. Et à Marseille, et ailleurs...

Il s'agissait de construire la reconductible dans son propre secteur, de mettre en place des embryons d'organisations démocratiques, d'établir des liens militants actifs entre gens de tous les secteurs. Ces embryons ont eu pour limites celles de l'extension du mouvement lui-même, sans doute aussi les limites des forces et de l'implantation des militants d'extrême gauche. Mais ce sont de telles initiatives qui rendront possible à l'avenir un mouvement général. □



A Toulouse, le 19 octobre 2010. Phototèque rouge/Manel.

Des manifestations contre les mauvaises conditions de transport (comme des services publics en général) et la corruption se poursuivent dans les grandes villes. Les occupations d'assemblées législatives et de conseils municipaux sont devenues monnaie courante. Le mouvement qui dénonce la violence d'Etat contre les pauvres et ceux qui protestent reste puissant, et la revendication de démilitarisation de la police militaire a gagné en force.

D'autres questions mobilisent la population. Par exemple, à Fortaleza (Etat de Ceará), le parc de Cocó, zone de protection environnementale, a été occupé pour empêcher des travaux qui la détruiraient afin de favoriser la spéculation immobilière. Le 8 août, le gouvernement de l'Etat et la mairie (du PSB, Parti socialiste brésilien, soutenu par le parti des travailleurs - PT) ont instauré un véritable état d'exception pour mettre fin à cette occupation. Les manifestants se sont alors affrontés à la police anti-émeute, tandis que la garde municipale envoyait ses grenades lacrymogènes au milieu de la circulation (les conducteurs étaient terrifiés). Une victoire provisoire a été remportée, la justice ordonnant l'arrêt provisoire des travaux. La mobilisation se poursuit.

UN NOUVEAU CLIMAT POLITIQUE ET SOCIAL

La multiplication des manifestations s'accompagne de celle des réunions de différents collectifs qui discutent politique, définissent leurs objectifs et préparent leurs activités. Le niveau de mobilisation, surtout dans la jeunesse, a augmenté. Dans la nouvelle situation ouverte en juin, la répression des manifestations est devenue plus difficile ; elle continue mais est maintenant très impopulaire et ne peut plus se faire avec le niveau de violence qui était coutumier.

L'usure de tous les gouvernements et institutions, observée depuis le mois de juin, continue. Le soutien populaire au gouvernement fédéral, qui avait très fortement baissé, semble s'être légèrement redressé – sans que les enquêtes soient très fiables. Le climat social et politique qui prévalait auparavant, quand la plupart des gens croyaient que le pays avait «trouvé son chemin», a complètement changé. Ce qui domine aujourd'hui est la critique des gouvernements. Dans ce cadre, les contradictions entre le gouvernement fédéral et sa base parlementaire se sont accrues.

Les mobilisations de juin ont également modifié la situation des organisations traditionnelles du mouvement social brésilien, qui dans leur très grande majorité

Le Brésil après les m

Les grandes manifestations de juin 2013 ont été les plus massives dans le pays depuis 30 ans. Et elles continuent d'influencer de façon décisive la situation politique du pays. Le peuple a constaté que descendre dans

soutiennent les gouvernements du PT: les centrales syndicales, l'UNE (Union nationale des étudiants) et même le MST (Mouvement des travailleurs sans terre). Ces organisations, après avoir été quasiment absentes des grandes manifestations, ont tenté de montrer qu'elles peuvent également mobiliser. Elles ont convoqué une «journée de lutte et de grèves» le 11 Juillet, dont les résultats ont été médiocres, et annoncent aujourd'hui une mobilisation de même type pour le 30 août. Tout cela témoigne d'une modification significative dans les rapports de forces entre les classes. Bien sûr, la bourgeoisie domine toujours, mais elle ne peut le faire comme avant. Le peuple, bien que dominé, a commencé à revendiquer avec force l'élargissement de ses droits et l'amélioration de ses conditions de vie.

Mais un élément clé de ces dernières années n'a pas changé: il n'y a pas d'alternative crédible de gouvernement à la gauche du PT, qui puisse donner une expression politique aux mobilisations. Les conditions sont plus favorables pour la construction d'une telle alternative, mais ce ne sera pas facile. Les effets de l'adhésion du PT à l'ordre bourgeois ont été profonds.

Certaines des caractéristiques du mouvement de juin contribuent aussi à cette difficulté. Une nouvelle génération politique est née et, comme cela se produit dans de nombreux pays, elle a une grande méfiance à l'égard non seulement des partis institutionnels, mais aussi des organisations traditionnelles du mouvement social en général, par exemple les syndicats. Le MST conserve davantage de crédit, mais sa direction ayant choisi de défendre le gouvernement fédéral, en agissant en commun avec des organisations discréditées telles que les centrales syndicales, ou avec des partis considérés comme liés à l'ennemi, tels que le PT ou le PC do B (Parti communiste du Brésil, d'origine maoïste), il ne peut pas contribuer à la construction d'une alternative allant dans le sens des mobilisations.

Par ailleurs, les mouvements organisés dans lesquels la nouvelle génération se reconnaît

– comme le Mouvement pour le transport gratuit (MPL) de São Paulo et d'autres capitales – se concentrent sur un sujet précis (dans ce cas, la question du transport urbain) et ne proposent pas un projet politique global.

LES PROBLÈMES ET DÉFIS DU PSOL

Malgré la méfiance qui existe envers les partis politiques, tout nous fait croire que la construction d'une alternative de gouvernement à gauche passera par le PSOL (Parti socialisme et liberté), et pas seulement parce que l'on n'a pas encore inventé le moyen de dispenser les partis politiques d'une telle tâche. Le PSOL est le parti le plus identifié avec les principales revendications des manifestations, et il entretient des relations étroites avec plusieurs des mouvements qui



Mobilisations de juin

PAR JOÃO MACHADO

la rue ou occuper des bâtiments publics peut mener à des victoires. Les différents gouvernements (fédéral, des États et des municipalités) restent sous pression et sont à la défensive.

les ont impulsées – comme, dans le cas de São Paulo, le MPL et le MTST (Mouvement des travailleurs sans toit). Des collectifs de jeunes où des militants du PSOL sont actifs ont été des participants reconnus des mobilisations. En outre, bien qu'il soit encore loin de constituer une alternative électorale au niveau national, le PSOL a montré – dans les élections de 2012 – qu'il a déjà une crédibilité électorale importante dans plusieurs municipalités.

Le PSOL connaît toutefois de gros problèmes, qui peuvent menacer son avenir. C'est un parti aujourd'hui profondément divisé entre des projets antagoniques. Bien qu'il ait été créé comme une alternative à la gauche du PT, il n'a jamais tiré un bilan approfondi des raisons pour lesquelles ce parti a renoncé à ses objectifs initiaux et s'est adapté à l'ordre

bourgeois. Une partie de ses élus et de ses militants, qui a subi l'influence décisive des années passées dans le PT, n'a pas aujourd'hui une vision programmatique fondamentalement différente de celle du champ politique constitué par le PT et ses alliés.

Ces problèmes ne sont pas nouveaux mais ils se sont manifestés de façon explosive lors des élections de 2012. Une courte majorité de la direction nationale du PSOL a alors approuvé une tactique électorale qui incluait une politique d'alliances allant jusqu'à des partis de droite, dès le premier tour – soit des alliances plus «larges» que celles formées par le PT lui-même jusqu'en 2002, même quand son processus d'adaptation à l'ordre établi était déjà très avancé. Pire encore, dans deux capitales régionales où le PSOL pouvait l'emporter, des alliances de second

tour ont été passées – contre la ligne officielle adoptée dans la direction nationale – avec dans un cas (Macapa, capitale de l'Etat peu peuplé d'Amapá) les partis les plus à droite du pays, et dans l'autre (Belém, capitale de l'Etat du Pará) directement le gouvernement fédéral. Le candidat du PSOL à Belém a centré sa campagne sur son «amitié» avec Lula et Dilma Rousseff (qui ont fait campagne pour lui). Il a été battu, mais le candidat du PSOL l'a emporté à Macapa – et pratique aujourd'hui une gestion municipale dans laquelle la plupart des militants du parti ne se reconnaissent pas.

Début 2013, une partie du secteur le plus droitier du PSOL l'a quitté pour rejoindre le projet d'un parti «ni de gauche ni de droite» dirigé par l'ancienne ministre et ancienne candidate à la présidentielle, Marina Silva. C'est un parti qui juridiquement est encore en processus de constitution et pourrait ne pas être enregistré à temps pour participer aux élections d'octobre 2014. Mais il a de bonnes perspectives électorales – Marina Silva est en effet la candidate à la présidence qui s'est le plus renforcée avec les mobilisations de juin. Elle n'apparaît pas comme étant liée au système politique et son parti se présente comme un «non-parti»; ainsi, son nom est «Réseau soutenabilité» et ses membres se réfèrent à lui comme «le Réseau».

Le départ du secteur qui est passé au «Réseau» (en février) a fait que le bloc formé à la gauche du PSOL se retrouve avec une nette majorité des militants du parti. Par ailleurs, les secteurs de gauche se sont considérablement renforcés avec les mobilisations de juin, et ils continuent de le faire dans la situation actuelle. Cela ne leur donne cependant pas l'assurance de gagner le congrès que le PSOL va tenir cette année. Le bloc le plus à droite conserve une faible majorité au sein de la direction nationale, qu'il a utilisée pour promouvoir des affiliations en masse dans certaines régions (notamment dans l'Amapá, dont il dirige aujourd'hui la capitale), et cela lui apportera un grand nombre de délégués au congrès. En outre, les règles de fonctionnement du parti font que seuls pourront voter ceux qui se sont affiliés jusqu'au 30 avril – donc avant les manifestations de juin et le changement dans la situation. La phase finale (nationale) du congrès se tiendra du 29 novembre au 1^{er} décembre.

Le plus probable reste dans tous les cas que le bloc de gauche remporte le congrès. Si cela se confirme, un grand pas aura été fait pour permettre au PSOL de jouer un rôle central dans la construction d'une alternative de gauche aux gouvernements du PT. □

© Wikimedia Commons. Dans les manifestations de juin 2013 à Porto Alegre, avec les drapeaux du PSTU et du PSOL.



LETTRE AUX RÉVOLUTIONNAIRES ÉGYPTIENS

Révolution ou

Les Socialistes révolutionnaires sont la principale organisation de la gauche marxiste révolutionnaire en Egypte. Ils ont publié le 15 août une « lettre » à leurs partisans, qui constitue aussi un document d'analyse et d'orientation dans la nouvelle situation créée par la chute de Morsi, la mise en place du nouveau gouvernement contrôlé par l'armée et sa très violente répression des Frères musulmans. Nous en reproduisons ici de larges extraits¹.

Après que des millions de personnes se sont emparées de la rue pour renverser Mohamed Morsi, puis qu'Al-Sissi a annoncé sa destitution, un large débat s'est engagé sur la caractérisation de ces événements : est-ce une révolution de masse, ou bien un coup d'Etat a-t-il renversé le président pour instaurer une dictature militaire ? La réponse à la question « révolution ou coup d'Etat » est cruciale pour élaborer une stratégie dans les mois et peut-être les années à venir de la révolution égyptienne.

NE PAS IGNORER LES MASSES

Quiconque ignore l'intervention du gigantesque mouvement de masse qui a lancé une nouvelle vague de la révolution égyptienne, s'interdit de traiter de ses contradictions inhérentes, donc des nouveaux défis qu'elle doit relever, ainsi que des opportunités que recèle le futur. Sans surprise, les révolutionnaires qui ignorent la valeur de l'intervention des masses – ou pour le moins les considèrent comme un simple objet dans le jeu de la contre-révolution – éprouvent aujourd'hui une profonde frustration en raison de ce qu'ils appellent une « retraite » ou une « fin » de la révolution égyptienne et des possibilités qu'elle ouvrirait.

Mais ils ne sont pas les seuls à écarter le rôle de l'intervention directe des masses dans la chute de Morsi (et avec celle-ci la remise en cause de la légitimité des urnes). Presque toutes les forces aujourd'hui actives dans le champ politique, y compris au plan international, ignorent le rôle des masses.

A l'exception de l'institution militaire, qui précédemment s'était brûlée au feu du mouvement de masse et ne peut donc l'ignorer ou le négliger. Ce sont au contraire les aspirations et actions du mouvement de masse qui ont été le facteur déterminant pour la politique et l'intervention de l'armée.

L'institution militaire est le principal pilier de la classe dirigeante, du régime et de l'Etat. Elle est le fer de lance d'une contre-révolution qui s'impose au mouvement de masse comme un fait accompli, même si elle panique devant ses possibilités de développement et tentera par tous les moyens soit de le contenir dans un cadre qui ne menace pas ses intérêts de classe, soit de le réprimer directement comme elle l'a déjà fait dans le passé.

L'armée veut assurément contenir le gigantesque mouvement de masse qui a exigé le départ de Morsi dans les limites qu'elle fixe et les mesures qu'elle-même décide. Elle veut l'empêcher de déborder du cadre du renversement de Morsi et de devenir une menace plus profonde pour le régime dans son ensemble. L'objectif principal des militaires était de renvoyer chez eux, le plus vite possible, les millions qui ont envahi et contrôlé les rues, en limitant leur mouvement à la destitution de la tête du régime [...]

L'ÉCHEC DE MORSI ET LE CHOIX DE L'ARMÉE

Après son accession l'an dernier au pouvoir, avec la bénédiction des Etats-Unis, de l'institution militaire et d'une grande partie du patronat, Mohamed Morsi avait échoué à atteindre l'objectif de la classe dirigeante : faire avorter la révolution égyptienne. Ayant fait sien le projet néolibéral et s'étant aligné sur les intérêts du patronat, Morsi représentait alors la meilleure option pour la classe dominante. Il n'avait eu aucun scrupule à

s'allier avec les Etats-Unis et prenait soin de ne contrarier en rien l'Etat sioniste [...] Mais le plus important est qu'il s'appuyait sur la plus grande organisation de masse en Egypte, active sur le terrain à travers des centaines de milliers de membres, sympathisants et partisans. Elle devait donc être en capacité de contrôler la colère populaire, d'imposer aux masses le projet néolibéral et les plans d'austérité brutaux qui l'accompagnent, en préservant la classe dirigeante du danger d'un soulèvement de masse – ou du moins en atténuant ses effets.

Mais la crise économique et le fait que Morsi ait failli à satisfaire les revendications et objectifs de la révolution (ou plutôt, qu'il s'y soit ouvertement affronté), ont provoqué à l'inverse une chute de sa popularité et de celle de son organisation, avec pour résultat que la classe dirigeante et ses institutions ne pouvaient compter sur eux face aux masses.

Lorsqu'il est apparu clairement que la colère populaire s'était développée à un point tel que Morsi pouvait être renversé par la rue, il devint nécessaire que l'institution la plus puissante et la plus cohérente de la classe dirigeante – l'armée – intervienne rapidement pour contenir cette colère en satisfaisant la revendication des masses. Il était devenu nécessaire de se débarrasser d'un pari qui avait été fait sur la direction du régime mais s'était avéré perdant, pour réorganiser et réunifier la classe dominante autour de nouveaux dirigeants qui, en outre, apparaîtraient comme des héros faisant cause commune avec le peuple.

L'armée était vraiment prise entre deux feux. D'un côté, le mouvement de masse qui risquait de rompre toutes les barrières si Morsi restait au pouvoir. De l'autre, les Frères musulmans et les islamistes qui descendaient eux aussi dans la rue – avec l'ouverture de fronts complexes dans le Sinaï et à un degré moindre dans certaines régions de Haute-Egypte. Sans oublier les différends avec l'administration US sur ce qu'elle appelle la menace contre « le processus démocratique ».

L'armée a choisi d'éviter le feu du mouvement populaire, malgré les conséquences. Elle a décidé de chasser Morsi pour

1. Le document complet est disponible, notamment sur le site ESSF, dans une version en anglais (<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29528>) ainsi que dans une traduction française depuis l'original en arabe (<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29533>). Les extraits présentés ici ont été traduits de l'anglais par Jean-Philippe Divès. Les intertitres sont de la rédaction.

coup d'Etat militaire ?

PAR LES SOCIALISTES RÉVOLUTIONNAIRES



Dans les manifestations du 30 juin pour le départ de Morsi. DR.

contenir et stopper le mouvement des masses, donc de s'affronter aux Frères musulmans qui étaient jugés moins menaçants. Quant à l'administration US et dans une moindre mesure l'Union européenne, elles ont avec l'armée égyptienne des relations stratégiques de long terme qui seraient capables d'absorber les tensions causées par le renversement de Morsi [...]

Afin de compléter le travail de contention du mouvement de masse, l'institution militaire a désigné un président intérimaire et un nouveau gouvernement ayant une façade civile. Son but est de préserver d'abord tous ses pouvoirs et privilèges, mais aussi ses capacités d'action pour une répression violente si cela s'avérait nécessaire. En second lieu, elle entend parfaire le projet de contre-révolution au plan politique comme économique. Les militaires n'ont nulle intention de se retirer du pouvoir. Bien que l'armée s'abrite derrière la

façade civile du nouveau gouvernement, elle continue à décider de tout, comme pendant l'année et demie de règne du Conseil militaire du maréchal Tantawi et du général Anan.

UN PROJET CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

Nous avons donc assisté à l'immense vague de mobilisation du 30 juin et des jours qui ont suivi, puis avons vu les militaires, après le 3 juillet, chevaucher la révolution afin d'empêcher ses nouveaux développements. Le mouvement de masse pouvait en effet acquérir des dimensions plus larges et radicales, surtout avec le début de grèves dans les transports, les chemins de fer, à Mahalla, dans les services ministériels et en bien d'autres endroits. Nous assistons aussi, après le renversement des Frères musulmans, au retour en force de la classe dirigeante avec ses symboles militaires et ses vieux leaders. Il s'agit pour les militaires d'imposer la contre-révolution

que Morsi n'a pas pu accomplir. C'est-à-dire faire avorter la révolution et un mouvement de masse qui a amassé beaucoup de confiance en ses propres forces. Il nous faut nécessairement travailler avec et dans ce mouvement, avec toutes ses contradictions, et exploiter ses potentialités afin de préparer les prochaines vagues de la révolution.

De ce point de vue, le 11 février 2011 [jour du renversement de Moubarak] n'est pas vraiment comparable au 3 juillet 2013. En fait, les différences sont nombreuses et très importantes. Dans le premier cas, la classe dirigeante avait été contrainte de se débarrasser de celui qui était la tête de l'Etat, ouvrant ainsi la voie à davantage de confusion dans ses rangs [...] l'Etat était beaucoup plus affaibli qu'il ne l'est aujourd'hui. Dans le second cas, la classe dirigeante s'est



débarassée de la tête du pouvoir afin d'unifier ses propres rangs, rebattre ses cartes et réparer ses fissures, en vue de préparer une attaque contre tous les mouvements révolutionnaires [...]

S'OPPOSER AUX CRIMES SECTAIRES

Face à la destitution de Morsi, les Frères et leurs alliés islamistes se sont lancés dans une escalade, avec des sit-in et des manifestations visant à restaurer la «légitimité» renversée par les masses. Dans ce processus, ils ont commis des crimes haineux en différents endroits de plusieurs provinces, en utilisant leur rhétorique sectaire pour inciter à la haine contre les chrétiens et attaquer leurs églises. En tant que socialistes révolutionnaires, nous devons nous opposer fermement à ces agressions et à toute attaque contre les chrétiens d'Egypte; c'est pour nous une question de principes.

Nous sommes bien conscients qu'il s'agit pour les Frères musulmans d'une lutte pour la survie et qu'ils n'abandonneront pas aisément. En même temps qu'ils commettent ces attaques et ces crimes, les Frères musulmans subissent une répression violente de l'armée et du ministère de l'Intérieur: massacre du quartier-général de la Garde républicaine, dispersion violente et barbare des campements de la place al-Nahda et de Raba'a al-Adwiyya, assassinat de trois de leurs militantes à Mansoura, etc.

L'APPAREIL D'ETAT EST LA MENACE PRINCIPALE

Les crimes des Frères musulmans ont conduit la plupart des courants de gauche à adopter une position ultra opportuniste. Ces courants, qui se sont alliés à l'institution militaire en soutien à l'Etat répressif, en relayant même les mensonges des médias bourgeois et des fouloul [résidus de l'ancien régime], ont abandonné toute position révolutionnaire et de classe. Leur attitude se fonde sur une analyse catastrophiste, selon laquelle les Frères musulmans et leurs alliés seraient la principale menace pour la révolution égyptienne. En réalité, les Frères représentent effectivement une menace, mais les institutions de l'Etat, qui monopolisent les instruments de la violence, sont bien plus dangereuses pour la révolution. On le constate à travers le retour de l'Etat répressif dans toute sa brutalité, la Déclaration constitutionnelle dictatoriale, la désignation de généraux de l'armée ou de la police, de dignitaires de l'ancien régime comme

gouverneurs des provinces, l'attaque contre les grévistes de Suez Steel, etc.

A côté de ces positions opportunistes et de trahison, en soutien à l'armée, des dits libéraux et hommes de gauche (à commencer par ceux qui sont entrés dans le gouvernement Al-Sissi), beaucoup considèrent que la bataille entre les Frères et le nouveau/ancien pouvoir ne signifie rien pour la révolution, qu'il n'y a là aucun enjeu. Les révolutionnaires devraient donc rester neutres, comme si les deux parties en conflit étaient de force égale et représentaient un danger équivalent pour la révolution.

Ces points de vue sont très étroits. Ils ne prennent pas en compte le sens véritable des actions du régime – et les rictus sur les visages des militaires en train d'écraser les campements de Raba'a al-Adawiyya et al-Nahda. Ces massacres sont un premier exercice en vue de préparer l'écrasement de la révolution égyptienne. Ils recommenceront demain contre toute véritable force d'opposition, notamment le mouvement ouvrier. On en a eu un avant-goût avec l'attaque contre la grève de Suez Steel. Les massacres contre les islamistes ne sont qu'un premier pas dans l'agenda de la contre-révolution [...]

Nous sommes aujourd'hui la cible de beaucoup de critiques du fait de notre condamnation de la violence des appareils de répression envers les islamistes et de nos attaques contre Al-Sissi en tant que chef de la contre-révolution. Mais cela ne nous conduira pas à diluer nos positions en adoptant une sorte de position d'«équilibre» dans nos attaques contre l'armée et les islamistes [...] Nous ne fléchirons pas dans notre opposition à l'armée et à sa répression féroce. Vouloir maintenir un «équilibre» entre les deux camps, alors qu'une position claire est nécessaire contre la répression d'Etat, ne refléterait que de l'hésitation et de l'indécision.

Nous ne pouvons pas nous taire devant les massacres par l'armée de dizaines d'islamistes, ni soutenir l'Etat quand elle écrase leurs campements. Nous ne pouvons pas non plus cesser de rappeler les crimes de l'armée, ni de mettre en garde contre le ministère de l'Intérieur, ni d'exiger que les criminels qui sont dans leurs rangs soient jugés. De même devons-nous alerter sur le retour en force de l'Etat de Moubarak et de ses institutions répressives [...]

POUR L'AUTODÉFENSE, CONTRE LA RÉPRESSION D'ETAT

Nous ne devons pas nous laisser entraîner

dans les tentatives des fouloul et de leurs hommes de main pour harasser et tuer les islamistes. Il y a une grande différence entre l'auto-défense des masses – même par des moyens violents – face aux attaques des Frères musulmans (comme on l'a vu il y a quelques semaines à Manial, Bayn al-Sayarat et Giza) et la violence des institutions répressives et des hommes de main du régime. Cette dernière n'est pas une violence en défense des manifestants ou de la révolution, mais une violence qui tente de stabiliser le nouveau régime en interdisant toute opposition. L'armée, la police et les éléments de l'ancien régime ne sont pas intervenus une seule fois, au cours des dernières semaines, pour protéger des habitants ou des manifestants.

C'est dans ce contexte que le mouvement Tamarrod (Rébellion) et la gauche qui colle aux basques de l'armée appellent à former des comités populaires afin de protéger l'Etat et les appareils de répression, et de les aider à écraser les islamistes. Nous ne pouvons ni accepter ni relayer ces appels de type fasciste.

Nous devons dénoncer les mensonges des médias qui couvrent politiquement l'armée et l'ancien régime en mettant tous les crimes sur le dos des Frères musulmans. Nous devons contester le discours odieux qui cherche à effacer la révolution du 25 janvier, en la remplaçant par celle du 30 juin à laquelle «toutes les classes» auraient participé et où il n'a pas été question de «brûler des commissariats» ou «attaquer les institutions». Ce discours, qui présente la révolution de janvier comme une pure conspiration des Frères musulmans, appelle à une révolution contre eux et non contre la classe dirigeante, son Etat et ses institutions répressives. De plus, on entend nombre de propos racistes haineux à l'encontre des Palestiniens et des Syriens.

L'Etat mobilise derrière lui presque toutes les forces politiques et (précédemment) révolutionnaires, ainsi que de larges secteurs des masses, en vue de s'affronter aux Frères musulmans et à leur alliance islamique. Dans le cadre de ce qu'ils appellent «la guerre contre le terrorisme», ils suscitent une atmosphère nationaliste répugnante, proclamant qu'il «n'y a pas de son plus fort que celui de la bataille» pour amputer et refouler les exigences de la révolution [...]

Dans ces circonstances, nous devons avancer directement, clairement et sans aucune hésitation le mot d'ordre: «A bas la domination militaire, non au retour des fouloul, non au retour des Frères musulmans». □

FACE
A L'INTERVENTION
FRANÇAISE
EN AFRIQUE

Combattre notre propre impérialisme

PAR PIERRE ROUSSET

L'impérialisme français est en net déclin mais, comme le montre son intervention militaire au Mali, il continue de jouer un rôle majeur – et ô combien néfaste – sur le continent africain. Malheureusement, la grande majorité de la « gauche de gauche » française ne s'y oppose pas, ou de façon tout sauf conséquente...!

La politique militaire et africaine de l'Etat français est celle d'une puissance impérialiste qui a perdu beaucoup d'envergure, qui a dû abandonner bien des positions, et qui est aujourd'hui menacée dans la principale zone d'influence qui lui reste. Une menace qui provient de l'instabilité nourrie dans le cadre de son règne : crises de nombreux Etats clients, décompositions sociales accélérées par les politiques néolibérales, montée des radicalismes religieux... Mais aussi des ambitions présentes d'autres impérialismes « classiques » (Etats-Unis, Canada...) et de nouvelles « puissances émergentes » (ou émergées) : Chine, Inde, Afrique du Sud...

Outre les liens tissés depuis des décennies avec les élites locales dans ses anciennes colonies d'Afrique, Paris peut encore user et abuser de trois atouts maîtres :

- Le franc CFA qui, bien qu'arrimé à l'euro, demeure sous la tutelle de la Banque de France.

- Sa présence militaire permanente sur le continent africain. Aucune autre puissance n'a dans cette région le réseau de bases et la connaissance du terrain dont bénéficie Paris – aucune autre ne peut (pour l'heure) intervenir aussi rapidement et décisivement.

- En France même, la marginalité des résistances à notre impérialisme. Cette marginalisation de l'opposition anti-impérialiste n'est pas nouvelle, facilitée qu'elle fut par le climat d'union nationale en matière de politique africaine. Nous en avons eu de nombreux exemples, parfois particulièrement terribles, comme en ce qui concerne les complicités de l'Etat français dans le génocide des Tutsi (et le massacre de Hutus progressistes) au Rwanda.

Nous en avons une fois encore l'illustration. Le gouvernement accentue aujourd'hui son engagement militaire en Afrique, où il conduit une guerre sous direction française (chose rare !). Il prend une série de mesures pour préparer les interventions de demain... et le tout passe comme un « non événement » – même semble-t-il pour une grande partie de la gauche de la gauche.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Les députés du Front de gauche avaient initialement voté en faveur de l'intervention française au Mali lors du débat au Parlement en janvier 2013. Lors du débat du 22 avril dernier sur la prolongation de l'opération Serval, ils se sont abstenus – en clair, de même qu'EELV, ils ne se sont pas opposés à la prolongation de cette intervention. Dans ces conditions, l'abstention est un soutien honteux, avec pour résultat que le vote à l'Assemblée nationale s'est fait sans une seule voix contre. Cela fait plusieurs décennies que pour le PCF, ses alliances avec le Parti socialiste ne doivent pas être mises en cause par la politique impérialiste de la France en Afrique (ou ailleurs) ; une politique qui a été mise en œuvre par le PS – et avant lui la SFIO – à

chaque fois qu'il était au gouvernement. Le Parti communiste émet des « doutes », fait part de ses « inquiétudes », comme aujourd'hui sur la situation au Mali, mais ne rompt pas, ne condamne pas. L'argument du « moindre mal » et du danger de chaos a été invoqué pour soutenir une intervention qui se prétendait (mensongèrement) à l'origine ponctuelle, limitée à des frappes aériennes. Cette logique du « moindre mal » le conduit aujourd'hui au laisser-faire face à un engagement terrestre qui s'inscrit dans la durée.

MÉLENCHON ET LE PARTI DE GAUCHE

Jean-Luc Mélenchon a, pour sa part, violemment critiqué le *Livre blanc sur la défense* – mais parce qu'il annonce l'affaiblissement de la capacité militaire française ! Il titre son communiqué du 29 avril « *Non à la liquidation de l'argument militaire de la France* », au nom de sa « souveraineté » et de son « indépendance » : « *ce Livre blanc marque un nouvel étiolement de la puissance militaire de la France.* »

Mélenchon utilise dans ce communiqué un langage « contourné » (« *argument militaire* » pour « forces armées ») et ne recule pas devant les formules les plus grotesques (« *la France doit construire une défense souveraine et altermondialiste* ») ; mais tout cela ne change rien au contenu. Or ce n'est pas une posture conjoncturelle, mais une ligne de fond de la figure de proue du Front de gauche².

Le vocabulaire et l'argumentaire d'un récent discours de J.-L. Mélenchon intitulé « *pour une défense souveraine et altermondialiste* » sont très parlant à ce sujet, à commencer par l'usage du « nous », du « notre » et du mot « puissance » : « *Nous sommes la France* », « *Nous les Français* ». « *Notre puissance satellitaire* ». « *Notre position particulière* » due au fait que « *nous sommes le deuxième territoire maritime du monde.* ». Mélenchon assume la

1. Ce texte reprend des extraits substantiels d'un travail publié début juin 2013 : voir <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article28868>. Les parties non reprises ici comprennent notamment des développements sur la politique de « la gauche de la gauche » (Parti de gauche, Gauche anticapitaliste) et dans ce cadre un débat avec Claude Gabriel. Cette première note est de la rédaction et les suivantes sont celles de l'auteur.

2. Voir sur ESSF (article 25138), Pierre Rousset, « Jean-Luc Mélenchon, l'habit présidentiel, l'arme nucléaire et la gauche française ».

responsabilité qu'impose «notre rang de puissance maritime» alors qu'«inévitablement les conflits de puissances arriveront dans la mer»... Ainsi, grâce à sa «puissance» et ses «points d'appui» (dont la francophonie, son réseau diplomatique...), «la» France doit proposer une «alliance altermondialiste» en particulier aux «puissances émergentes»³.

L'usage martelé du «nous» et du «notre» induit une identification à l'Etat réellement existant. L'invocation du «territoire maritime de la France» ne tire aucune conséquence de ce qu'il résulte du défunt grand empire colonial français. Ce discours de politique étrangère long d'une heure trente ne contient aucune critique de l'impérialisme français réellement agissant: il cible l'atlantisme dans un argumentaire aux tonalités gaullistes [...]

IMPÉRIALISME «HUMANITAIRE»

Cela fait maintenant longtemps –au moins depuis la crise de désintégration de la Yougoslavie et l'Afghanistan– que nos impérialismes occidentaux s'attaquent à des adversaires détestables –qui parfois ont été leurs créatures (talibans). C'est à nouveau le cas au Nord Mali vu l'influence et le pouvoir acquis par les fondamentalistes religieux.

Nous ne nous sommes jamais rangés pour autant du côté des impérialismes «démocratiques» (ni d'ailleurs de leurs opposants dictatoriaux ou cléricaux fascistes). Parce que démocratiques, ils ne le sont pas; pas plus qu'ils ne sont efficaces sur le terrain du combat contre les nationalismes xénophobes et les courants politico-religieux d'extrême droite [...] De l'Afghanistan à l'Irak, de la Libye au Mali, on en a sans fin l'illustration.

Confrontés à de tels conflits, nous avons toujours essayé de construire une réponse indépendante, progressiste [...] Dans la mesure où ils existent, les gains engrangés à l'occasion d'une intervention «impérialiste humanitaire» sont éphémères – comme la réduction de la pression fondamentaliste sur les femmes, véritable dictature quotidienne. Voir en Afghanistan, par exemple, à quel point les droits des Afghanes sont attaqués par le régime mis en place à Kaboul par les Occidentaux et s'avèrent aujourd'hui négociables lors des pourparlers avec les talibans. La *realpolitik* de puissance se préoccupe peu des droits, fussent-ils fondamentaux.

Nous n'avons que fort peu de prise sur le présent [...] Notre responsabilité présente est donc de reconstruire, dans la durée, une capacité de solidarité indépendante, progressiste. Cette solidarité ne doit pas être

seulement un acte «de principe», mais un engagement concret. Par exemple, dans le cas de l'Afghanistan, le soutien à l'organisation féministe progressiste Rawa: ou à la ville de Tuzla dans le conflit yougoslave (cette ville «solidaire» vers où partaient les «convois ouvriers»); ou à la gauche laïque (et pour une part marxiste) de la résistance syrienne... [...]

Tout mouvement progressiste au Mali n'est donc pas seulement confronté à la question de la domination impérialiste et des rapports de classes au Mali même, mais aussi au droit d'autodétermination de peuples du nord qui ne sont pas présents au sud.

Les manœuvres constantes de la France au Nord ne simplifient pas les choses et brouillent à plaisir les enjeux⁴. Ainsi, la représentativité du Mouvement national de libération de l'Azawad pour les Touaregs est en question –sans parler des autres peuples de la région. En traitant avec le MNLA de la façon dont Sarkozy puis Hollande l'ont fait, ils l'ont rendu suspect d'ouvrir la porte à l'ancienne puissance coloniale (en vue notamment de l'établissement d'une base militaire...). Cependant, en permettant à l'armée malienne de revenir dans une grande partie du Nord, grâce à l'opération Serval, Paris se voit aussi accusé de complicité pour les exactions qu'elle y commet, notamment à l'encontre de Touaregs⁵ [...]

L'armée française au Mali. DR.



Du côté de la solidarité internationale, les priorités de départ ne se recourent pas automatiquement suivant les liens antérieurement tissés et le point de vue initialement privilégié: le Mali ou le Sahel. De plus, la situation des populations touarègues et l'histoire de leurs mouvements diffèrent entre le Sahara occidental, le Mali, le Niger...

Les deux « angles de vue » doivent être pris en compte, mais cela ne simplifie pas la réponse à la question: qui soutenir et comment? Les peuples du Mali, certes, et du Sahel. Mais plus concrètement? Avons-nous une réponse à cette question?

Nous avons – en revanche et malheureusement – beaucoup de réponses à la question: qui combattre? Les courants politico-religieux d'extrême droite, le régime clientéliste malien, les politiques néolibérales si destructrices et leurs promoteurs (FMI, Union européenne...)... sans oublier, au grand jamais, notre propre impérialisme.

IMPÉRIALISME TOUT COURT

La politique du gouvernement français au Mali montre que l'impérialisme « humanitaire » reste un impérialisme tout court.

La situation de crise au Mali – nord et sud – risquait d'avoir des effets déstabilisateurs pour Paris dans toute la région, avec des répercussions immédiates au Sahel – en particulier au Niger (avec ses mines d'uranium et l'implantation d'Areva) et en Algérie, mais aussi ailleurs. Dès l'origine, les objectifs de l'intervention française ne se limitaient donc pas à ce seul pays, comme l'ont confirmé les récents débats au parlement: il fallait renforcer l'influence de la France en Afrique. Très classiquement, Paris n'a cessé de mentir, en affirmant d'abord que la France ne devait pas intervenir au Mali, simplement soutenir des forces africaines; puis qu'elle ne devait que les « instruire » sur le terrain et agir dans le cadre de l'Union européenne. Quand l'opération Serval a été déclenchée, elle ne devait être qu'aérienne et n'avait pour objectif avoué que de bloquer l'avancée supposée des troupes islamistes sur Bamako; puis de les repousser jusqu'à la frontière entre le Nord et le Sud du Mali; avant que la « reconquête » du Nord entier ne soit annoncée. Les forces françaises devaient céder la place aux Africains... mais le récent vote du parlement montre qu'elles sont bien là pour rester.

Au moment de déclencher l'opération Serval, la manipulation grossière de l'information (Bamako allait tomber dans les deux jours) a permis de faire taire les interrogations.

L'affirmation était particulièrement peu crédible: des mouvements touaregs et arabes, peu nombreux et pas si bien armés que cela, auraient été à même d'imposer en quelques jours leur propre théocratie au Sud Mali! Elle n'en a pas moins été acceptée comme véridique par bon nombre d'organisations progressistes...

Puis un *blackout* radical a été imposé sur les premières semaines de l'opération Serval, les chaînes de télévision en étant réduites à passer en boucle des images de propagande fournies par l'armée [...]

Tout récemment, Paris a interdit que des visas Schengen soient accordés à des personnalités maliennes opposées à l'intervention française, dont Aminata Traoré – une ancienne ministre de la Culture qui a rappelé qu'elle défendait encore les idées qui lui avaient valu d'être invitée à une université du PS... quand ce dernier était l'opposition!

Dans le fond des objectifs poursuivis comme dans les méthodes utilisées, la Françafrique est toujours là⁶. Nous sortons d'une période durant laquelle Paris a réduit son dispositif militaire en Afrique: il y a aujourd'hui beaucoup moins de bases qu'il y a vingt ans. Mais il est bien question maintenant d'un nouveau redéploiement. L'intervention malienne en est l'illustration. Le *Livre blanc* dernièrement remis à Hollande insiste sur l'importance de l'Afrique; or ce continent était négligé dans le précédent. Le rapport récent du groupe « Sahel » au Sénat enfonce le clou: « *L'intervention au Mali a permis de prendre la pleine mesure de l'intérêt des forces françaises prépositionnées et de l'erreur d'appréciation qui consisterait à réduire notre dispositif en Afrique de l'Ouest* »⁷.

L'une des raisons qui expliquent la profondeur de la crise économique de l'Union européenne, c'est son déclin international. Les bourgeoisies européennes ont perdu beaucoup de « marchés », de zones d'influence, et ne peuvent plus bénéficier comme auparavant des surprofits liés à l'exploitation du « tiers-monde ». Elles se retournent avec d'autant plus d'agressivité contre leurs propres salariats, mais cherchent aussi comment stabiliser et reconquérir leur accès aux surprofits postcoloniaux. La particularité de la bourgeoisie française, c'est qu'à cette fin elle peut utiliser son armée.

L'engagement français en Afrique de l'Ouest est assez unique: quel autre impérialisme bénéficie-t-il en permanence d'une telle liberté de présence et d'action militaires dans un tel ensemble de pays étrangers? Malheureusement, en France, la

dénonciation de cet état de fait n'a jamais été à la hauteur de l'enjeu solidaire, malgré le travail d'information remarquable d'une association comme Survie. Nous ne pouvons rester passifs à l'heure de l'intervention malienne et alors que le gouvernement affiche sa volonté de renforcer à nouveau son dispositif – en collaboration étroite avec les Etats-Unis qui, eux aussi, annoncent leur « retour ».

Il faudrait de même s'attacher plus au rôle de l'Etat français dans la crise haïtienne (non sans analogie avec sa politique malienne, malgré des différences fondamentales) et les raisons pour lesquelles il se montre si violent à l'encontre des mouvements populaires en Guadeloupe et Martinique.

Nous sommes à un moment charnière. Sans garantie de succès vu son affaiblissement, l'impérialisme français cherche à moderniser et rationaliser ses moyens et ses ambitions. Il en appelle pour ce faire à l'union nationale. C'est à nous de la briser et de faire entendre une autre voix... Une autre voix qui ne se contente pas de dire que l'avenir est incertain; que la solution militaire est insuffisante, comme le fait le PCF (tout le monde le sait, y compris l'Elysée); ou qu'il ne faut en rien affaiblir notre armée nationale, comme le proclame Mélenchon!

Il faut nommer un chat un chat et la « puissance » française un impérialisme; pour assumer nos responsabilités anti-impérialistes. □

3. Discours du 30 mars 2012, <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2012/03/30>

4. Je m'en tiens ici au facteur « français ». Bien d'autres facteurs sont évidemment à prendre en compte. Je renvoie pour cela aux nombreux articles mis en ligne sur ESSF dans les rubriques Afrique, Mali et Françafrique.

5. Voir par exemple <http://tamazgha.fr/Azawad-la-paix-sous-la-barbarie.html>

6. Voir à ce sujet le bilan présenté par Survie, disponible sur ESSF (article 28862), « Françafrique: un engagement non tenu de François Hollande, des reculs préoccupants » et les articles des Billets d'Afrique dont certains sont aussi reproduits sur ESSF.

7. Voir Raphaël Granvaud, « Mali Et Opération Serval: un rapport sans accroc pour un vote sans surprise (et réciproquement) », disponible sur ESSF (article 28860).

ECOLE, CAPITALISME ET LUTTES

Contrairement aux prétentions généralement affichées par les ministres de l'Éducation nationale, l'école n'est nullement une enclave républicaine au sein de la société capitaliste, malgré son autonomisation relative de la sphère de production des richesses.

A ce titre, l'école n'est jamais indépendante des luttes de classes qui traversent et structurent cette société. Mais il importe d'aller au-delà de ces constats négatifs : comment l'école contribue-t-elle, en tant qu'instance relativement autonome, à la reproduction des rapports sociaux propres au capitalisme ? Quelles contradictions ce processus de reproduction scolaire fait-il émerger, et quelles marges d'action se dégagent pour les anticapitalistes ?

L'ÉMERGENCE D'UNE SCOLARISATION DES ENFANTS DU PEUPLE

Si l'école contribue à reproduire les rapports sociaux capitalistes, elle ne s'acquitte évidemment pas de cette fonction d'une manière invariante, partout et à toute époque. Les modalités concrètes de cette reproduction scolaire se modifient selon le niveau de développement des forces productives – dont l'approfondissement des connaissances scientifiques est un facteur central – mais aussi selon les formes prises par la genèse et la domination de l'État dans tel ou tel pays, qui dépendent elles-mêmes des luttes de classes.

Pour le comprendre, l'exemple français de développement d'une école de masse apparaît particulièrement pertinent. On y voit d'abord la scolarisation émerger comme enjeu social et politique au cours de la Révolution française, durant laquelle se trouve pour la première fois affirmé – sous la pression du mouvement populaire – un devoir de l'État à l'égard du peuple en matière d'instruction. La scolarisation va ensuite se développer dans le double contexte de la Révolution industrielle et des confrontations entre l'aristocratie en déclin, la bourgeoisie montante et le prolétariat naissant¹. Ce sont ces luttes de classes – et leur issue, à savoir la victoire politique de la bourgeoisie républicaine en 1879 – qui vont donner à la scolarisation de masse ses traits spécifiques et ses formes concrètes : la fameuse « école de Jules Ferry », qui survivra au moins jusqu'aux années 1960.

En quoi consistait cette école, et dans quelle mesure ses formes correspondaient-elles

aux besoins du capitalisme français d'alors ? A rebours d'une vision très répandue, qui fait même figure de mythe national, l'institution scolaire telle qu'elle s'organise dans les années 1880 est au moins autant un point d'arrivée qu'un point de départ. Non seulement les initiatives législatives des républicains s'appuient sur l'œuvre scolaire antérieure de leurs prédécesseurs libéraux (Guizot et Duruy pour l'essentiel), à tel point que le développement de l'école primaire ne fait que parachever un mouvement régulier d'accroissement de l'instruction et d'alphabetisation de la population française au 19^e siècle. Mais Jules Ferry et consorts ne remettent à aucun moment en cause la dualité sociale des modes de scolarisation, qui s'était affirmée dès le début du siècle avec la création des lycées par Napoléon.

On oublie souvent en effet que l'école républicaine qui s'impose à la fin du 19^e siècle est structurée par la division, héritée du passé, entre deux ordres d'enseignement quasiment étanches : le primaire (auquel on peut adjoindre le primaire supérieur et les écoles professionnelles), assigné aux enfants des classes ouvrière et paysanne ; et le secondaire (les lycées et leurs « petites classes »), qui demeure payant et se trouve réservé aux enfants de notables. Si le premier consiste dans une scolarisation de 6 à 13 ans visant à acquérir des connaissances de base², le second mène vers l'enseignement supérieur et les professions libérales (avocat, médecin, etc.), mais a surtout pour fonction d'homogénéiser culturellement les classes dominantes, à tel point que le baccalauréat pouvait faire figure de véritable « *brevet de bourgeoisie* » (Goblot).

Voilà le compromis trouvé par la bourgeoisie républicaine, entre un mouvement ouvrier qui exige a minima l'égalité des conditions de scolarisation (pour « donner au peuple les moyens intellectuels de se révolter », comme disait Louise Michel), et les forces conservatrices pour lesquelles l'instruction ne saurait être autre chose qu'un ferment de désordre. L'œuvre scolaire des

républicains s'enracine dans la volonté de mettre la scolarisation et l'instruction au service de l'ordre social. Car la Commune de Paris est passée par là, les laissant apeurés devant le bouleversement entrevu des structures économiques et politiques. Futur inspecteur général de l'Instruction publique et proche de Jules Ferry, Félix Pécaut résume dès 1871 la philosophie scolaire des élites républicaines en affirmant doctement : « *Si vous voulez une saine domination des classes supérieures, il ne faut pas fusiller le peuple, mais l'instruire* ».

Les objectifs des républicains sont donc à la fois économiques et politiques : il s'agit d'améliorer le niveau d'instruction de la population pour livrer au patronat une main-d'œuvre alphabétisée ainsi que des cadres intermédiaires et des élites compétentes. Dans le même temps, l'instruction est conçue comme un moyen de soumettre les classes dominées tout en les détachant des élites traditionnelles, par un travail conjoint de moralisation, d'unification culturelle (supposant la destruction des langues régionales) et d'inculcation d'une idéologie nationaliste, désignant comme seul horizon politique la préparation de la « revanche » contre l'Allemagne.

DIVISION DU TRAVAIL ET IDÉOLOGIE MÉRITOCRATIQUE

C'est dire que l'école capitaliste tend toujours à exercer une double fonction, matérielle et idéologique : division et inculcation, sélection et légitimation. Mais, disant cela, on demeure à un haut niveau de généralité et il importe à chaque fois de préciser – dans telle ou telle situation historique concrète – comment s'accomplit cette fonction. Les transformations du capitalisme, induites par des changements technologiques et/ou par les luttes de classes, engendrent en effet des bouleversements dans l'ordre scolaire, et c'est à l'État qu'échoit la tâche d'ajuster en chaque moment l'organisation et le fonctionnement de l'école, de telle manière qu'elle soit en mesure de favoriser l'accumulation du capital dans les conditions économiques, sociales, politiques et culturelles de son temps.

L'une des caractéristiques les plus fondamentales des systèmes d'enseignement propres aux sociétés capitalistes tient dans la reproduction scolaire de l'opposition entre travaux d'exécution et travaux

DE CLASSES

PAR UGO PALHETA



de conception/organisation. Mais cette opposition, qui prend racine dans la production et le marché du travail, n'est pas importée telle quelle dans le système éducatif. Elle est retraduite par ce dernier à travers les programmes d'enseignement et l'organisation des filières: ainsi se voient opposées termes à termes théorie et pratique, culture savante et culture technique, filières générales et filières professionnelles. Or, comme l'avait montré Pierre Naville dès 1945³, ces délimitations hiérarchiques entre champs de savoir et

entre filières d'étude ne procèdent pas de la nature des choses ou d'aptitudes innées propres aux individus, mais de la division du travail, que le capitalisme ne cesse d'approfondir à mesure qu'il étend son emprise sur l'ensemble de la société.

Comment s'étonner que les élèves appartenant aux classes populaires puissent s'imaginer, parfois très précocement, qu'ils sont incapables d'acquérir des savoirs «théoriques» ou «généraux», quand le système éducatif lui-même est organisé pour distinguer et opposer des «manuels», voués aux travaux d'exécution, et des «intellectuels», seuls à même d'accomplir des tâches de conception et/ou d'organisation des processus de travail? Mais pour que s'accomplisse en toute légitimité scolaire cette division, pour qu'elle ne soit pas contestée de front comme division de classe, encore faut-il la fonder sur des verdicts qui ne paraîtront neutres que si est accordée à l'institution scolaire une autonomie relative⁴. La légitimité accordée au travail de sélection et de division accompli par le système d'enseignement suppose que celui-ci apparaisse

comme un arbitre neutre et objectif des mérites de chacun –de même que l'Etat, dont l'école est en quelque sorte un détachement dans la société civile, doit parvenir à se faire oublier en tant qu'Etat bourgeois.

Autonomisée de la sphère familiale et séparée de la production, l'école de masse peut sécréter et donner corps à l'idéologie méritocratique, qui transmue le privilège social en mérite scolaire. Les verdicts prononcés par le système d'enseignement –matérialisés par la hiérarchie des diplômes et des écoles où ils ont été obtenus– permettent ainsi d'assurer la distribution des individus dans la structure de classe et la légitimation de l'existence même de la hiérarchie sociale, c'est-à-dire du partage inégal des richesses et des pouvoirs. On ne saurait trop insister sur les effets destructeurs de cette idéologie, non seulement sur les individus réputés en «échec scolaire» (stigmatisés à ce titre et exclus des emplois qualifiés, voire de l'emploi tout court), mais plus profondément sur la conscience de classe: à la domination

1. Voir: K. Marx, Les luttes de classes en France, Paris, Editions sociales, 1974.

2. Comme le disait A. Thiers: « lire, écrire, compter, voilà ce qu'il faut apprendre, quant au reste, cela est superflu [...] J'irai même jusqu'à dire que l'instruction est un commencement d'aisance, et que l'aisance n'est pas réservée à tous ». J. Ferry ajoutera que l'enseignement primaire doit « préparer et prédisposer [...] le garçon aux futurs travaux de l'ouvrier et du soldat, les filles aux soins du ménage et aux ouvrages de femme ».

3. P. Naville, Théorie de l'orientation professionnelle, Paris, Gallimard, 1945.

4. C'est toute la force du travail de P. Bourdieu et J.-C. Passeron que d'avoir mis en évidence ce point fondamental. Voir: P. Bourdieu et J.-C. Passeron, La reproduction, Paris, Minuit, 1970.





collective et aux rapports de forces entre les classes, l'idéologie du mérite scolaire substitue en effet une somme de déficiences individuelles et une échelle des mérites personnels.

UNE INSTITUTION CONTRADICTOIRE

On a mis l'accent dans un premier moment sur le rôle de l'école dans le processus de reproduction des rapports de domination, donnant peut-être l'impression d'une soumission complète et invariante de l'école aux intérêts capitalistes, et des individus (élèves comme enseignants) à cette école capitaliste. Or ce processus de reproduction, et l'institution scolaire elle-même, sont structurés par de profondes contradictions qui ouvrent des marges d'action aux anticapitalistes. Car en élargissant les fissures qui se font jour quotidiennement dans l'édifice scolaire, les luttes menées en son sein – y compris les combats pédagogiques – permettent d'entrevoir ce que pourrait être une école tout autre, qui ferait de l'auto-émancipation le cœur de son action et le moteur d'une société révolutionnée.

Comment s'expriment fondamentalement ces contradictions? Qu'il s'agisse de la création d'une école primaire de masse, de l'émergence d'un enseignement professionnel public ou des politiques d'allongement des études, ces transformations de l'école apparaissent au moins autant comme des conquêtes populaires, et il importe de les défendre à ce titre, que comme l'expression des besoins de la classe capitaliste (ou du moins de certaines fractions de cette classe). Or, comme on l'a dit plus haut, c'est à l'Etat qu'il incombe d'élaborer une politique scolaire qui puisse satisfaire ces besoins, tout en parvenant à maintenir ou étendre l'hégémonie culturelle de la classe dominante. Si les transformations de l'école, au cours du dernier siècle, sont à ce point contradictoires, c'est que l'Etat lui-même n'est pas un bloc monolithique mais la « condensation matérielle d'un rapport de force entre les classes et les fractions de classe »⁵, et qu'il est donc lui-même traversé de contradictions. L'Etat demeure bien un instrument de la domination de classe, puisque « les classes dominantes [en] contrôlent les points stratégiques »⁶, mais les formes et l'étendue de la domination de l'Etat, comme des institutions qui lui sont associées, dépendent des rapports entre classes et fractions de classe, de la

structure de classe elle-même, de l'extension des luttes sociales et de leur issue, etc.

C'est d'autant plus vrai dans le cas de l'école que, contrairement aux appareils répressifs d'Etat (police, justice, armée, prisons), celle-ci est fortement investie – et depuis longtemps – par les organisations du mouvement ouvrier (syndicats et partis) et exerce une fonction intrinsèquement contradictoire. Ainsi, non seulement le système éducatif rencontre des obstacles dans l'accomplissement des fonctions de conservation sociale évoquées plus haut, du côté d'enseignants ou d'élèves rétifs au dressage scolaire⁷, mais sa vocation même l'amène à transmettre des savoirs dont il n'est jamais certain qu'ils auront pour effet de consolider les structures de domination plutôt que de servir à les mettre à nu et à les contester. Qu'on pense simplement à l'acquisition des techniques et des connaissances associées à la culture écrite, qui ouvre potentiellement l'accès aux multiples expressions littéraires de la révolte sociale ou à des instruments de compréhension du monde (du *Capital* aux poèmes de Maïakovski, du *Talon de fer* à la presse du NPA). D'où le malthusianisme scolaire de la bourgeoisie républicaine qui, après avoir promu la scolarisation comme moyen de restreindre l'influence de l'Eglise, est devenue réticente à l'idée d'un allongement indéfini des scolarités. Elle a pourtant dû s'y résoudre dans des circonstances historiques précises, sous les pressions hautement contradictoires de fractions modernistes du patronat, de syndicats d'enseignants ou d'une demande de scolarisation émanant des familles.

Pour toutes ces raisons, les anticapitalistes ont toutes les raisons de défendre – concrètement et dès maintenant, de la maternelle à l'université – la perspective d'une autre école, égalitaire et coopérative, tout en rappelant en chaque moment que cette école ne saurait advenir dans une société où subsiste le capitalisme et où se maintiennent des rapports d'exploitation et de domination. Plus précisément, au moins trois axes de lutte fondamentaux, qui peuvent se décliner en de multiples revendications, permettent de lutter contre le capitalisme sur le terrain scolaire, en visant en particulier l'universalisation des conditions d'accès au savoir (qui n'est une arme que s'il est partagé largement et discuté collectivement):

– Le combat contre la sélection et la « filiarisation », qui tend à séparer autoritairement et précocement les élèves tout en épousant étroitement la structure de

classe, contribuant ainsi à la reproduction des inégalités sociales d'accès à la culture⁸.

– La lutte contre la soumission des programmes d'enseignement et des filières d'étude aux exigences patronales, qui tendent à cloisonner arbitrairement les champs de savoirs et à produire des travailleurs/ses étroitement spécialisés.

– La promotion de pédagogies émancipatrices, qui établissent les conditions de l'auto-activité des jeunes mais permettent aussi la solidarité et la coopération entre élèves, à rebours de toutes les formes de dressage et de mise en concurrence. □

5. N. Poulantzas, *L'Etat, le pouvoir et le socialisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2013.

6. Sur tous ces points concernant la théorie marxiste de l'Etat, voir notamment: « L'Etat et la transition au socialisme. Interview de Nicos Poulantzas par Henri Weber », Critique communiste, juin 1977, n°16.

7. Voir: P. Willis, *L'école des ouvriers*, Marseille, Agone, 2011.

8. Sur ce point, voir le livre: GRDS, *L'école commune*, Paris, La Dispute, 2012.

L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL, CONQUÊTE OUVRIÈRE ET ÉCOLE DE CLASSE

PAR UGO PALHETA

De même que l'école primaire de masse qui émerge à la fin du 19^e siècle, l'avènement d'un enseignement professionnel visant à former – hors des entreprises – les futurs travailleurs, est un phénomène profondément contradictoire.

Ecole de classe, dans la mesure où elle s'adresse pour l'essentiel aux enfants du peuple et tend à les enfermer dans un destin social, l'enseignement professionnel constitue tout autant une conquête ouvrière, sans quoi on ne comprendrait pas pourquoi les gouvernements s'acharnent depuis des décennies à essayer de marginaliser ces structures au profit de l'apprentissage, sur lequel le patronat dispose d'un contrôle beaucoup plus direct.

RETOUR SUR LA PRÉHISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Tout d'abord, de quoi parle-t-on? L'enseignement professionnel dont il est question ici, désigne les lycées professionnels (LP), qui sont eux-mêmes les descendants des LEP (lycées d'enseignement professionnel), des CET (collèges d'enseignement techniques), et plus loin de nous des CA (centres d'apprentissage) créés à la Libération dans un contexte de reconstruction et de relance industrielle volontariste. La caractéristique essentielle du projet qui sous-tendait la constitution de cet enseignement consistait à organiser – sous l'égide de l'Etat et hors de la production – une formation des travailleurs (ouvriers et employés).

Si on la rapporte au développement du capitalisme lui-même, et si on compare la situation française avec le cas allemand par exemple, cette émergence d'institutions scolaires spécifiquement destinées à former la main-d'œuvre salariée apparaît très tardive. La raison en est pour l'essentiel que de larges fractions du patronat ont longtemps été très réticentes à l'idée même d'une

formation des travailleurs. Pourtant, dès la deuxième moitié du 19^e siècle, les observateurs ne manquent pas qui pointent ce qu'on appelle alors la « crise de l'apprentissage », autrement dit la crise de la transmission des savoirs et savoir-faire permettant d'assurer la continuité de la production.

Cette crise est directement le produit du développement capitaliste au 19^e siècle qui, en favorisant la concurrence entre producteurs, a fortement accru la division du travail. Cela a tendu, d'une part à déposséder progressivement la majorité des producteurs de leurs moyens de production (en détruisant les conditions d'existence des artisans et paysans et les conditions de possibilité d'une petite production marchande), mais, d'autre part à décomposer les métiers d'autrefois. L'apprentissage du métier, « méthodique et complet » comme on le qualifiait dans les sociétés de compagnonnage, apparaît de plus en plus anachronique à mesure que l'industrie se développe, et avec elle le besoin de travailleurs effectuant des tâches très parcellaires dans le processus de production.

Dans les sociétés préindustrielles, ces travailleurs étaient formés par l'apprentissage sur le tas, dans leurs familles ou chez un patron, sous la domination paternaliste d'un maître et au contact des « compagnons » (ces ancêtres des salariés modernes). Le métier ne leur était pas transmis selon un processus rationnel, de manière explicite et progressive. Bien au contraire, il leur fallait généralement – comme on le disait à l'époque – « voler le métier », le maître et les compagnons n'aspérant pas à faire de lui un futur concurrent. Mais le métier impliquait alors de maîtriser la quasi-totalité des étapes du processus de production.

A partir de cette décomposition des métiers traditionnels, qui est inhérente au développement de l'industrie capitaliste, s'est donc posée la question d'un renouvellement de la formation des travailleurs,

en particulier des ouvriers. En effet, si la maîtrise complète du métier est de moins en moins nécessaire pour les patrons, l'introduction et l'usage des machines impliquent de former une frange de travailleurs capables d'en comprendre les logiques. Or cette question va traverser tout le 19^e siècle sans trouver de réponse politique, car ni le patronat ni les gouvernements ne parviennent ou ne souhaitent véritablement établir les bases d'une formation – générale et technique – s'adressant aux travailleurs.

Le patronat se satisfait alors très bien d'exploiter sans frein, dans ses fabriques, le travail des hommes, femmes et enfants, sans se soucier de leur transmettre une véritable qualification. Des formations existent, mais de manière extrêmement disparate, généralement créées selon les besoins immédiats du patronat local, parfois en collaboration voire à l'initiative des municipalités. C'est seulement à la fin du 19^e siècle, lorsque les républicains parviennent au pouvoir, que naît la volonté d'établir un système de formations techniques. Or ces modérés qui gouvernent la France jusqu'en 1940 vont se montrer absolument incapables d'organiser un enseignement à destination des futurs producteurs.

Cela aurait supposé de s'affronter au pouvoir patronal, ce qui n'était nullement la volonté de Ferry et consorts. En effet, l'essentiel du patronat s'oppose à la création de formations et d'un diplôme permettant de certifier l'acquisition d'une qualification ouvrière. Un tel diplôme ne sera créé qu'en 1911 avec le CCP¹, qui deviendra en 1919 le CAP², au terme d'un compromis entre les fractions modernistes du patronat (électricité, chimie, automobile) et les fractions traditionnelles. La loi Astier, qui prétendait organiser et étendre la formation des ouvriers, est un échec. Elle prévoyait notamment que chaque jeune travailleur pourrait





Phototèque rouge/Milo.

suivre une formation sur le temps de travail lui permettant de passer le CAP. Faute d'un contrôle organisé pour faire respecter cette disposition, le patronat s'y soustraira massivement, à tel point que le nombre de titulaires du CAP se maintient à un niveau très faible durant l'entre-deux-guerres.

La majorité du patronat refuse alors a priori que l'Etat intervienne en matière de formation professionnelle, opposant à un tel interventionnisme que prônent certains hommes politiques républicains et une frange minoritaire des patrons, une conception faisant de l'initiative privée, donc patronale, le moteur de toute formation s'adressant aux futurs travailleurs. Or cette organisation libérale de la formation professionnelle va complètement échouer à doter la France d'un système d'enseignement technique, avec des conséquences néfastes pour l'industrie, puisque celle-ci peine à recruter des travailleurs –ingénieurs, techniciens, ouvriers qualifiés– capables de maîtriser les technologies nouvelles, de régler et réparer les machines, et d'avoir une vision d'ensemble du procès de production.

L'AVÈNEMENT D'UN ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL DE MASSE

L'enseignement professionnel, tel que nous le connaissons aujourd'hui, s'est défini au sortir de la Deuxième Guerre mondiale contre cette organisation libérale de la formation professionnelle, qui avait largement échoué (même du point de vue de la bourgeoisie). Il apparaît contradictoirement comme une conquête ouvrière et comme une école de classe, comme produit et enjeu de luttes pour le maintenir et le transformer.

Tout d'abord, il faut remarquer que l'idée d'une formation des ouvriers hors de la production avait été défendue par une mosaïque d'industriels, de philanthropes ou de réformateurs invoquant la nécessité d'un enseignement s'adressant aux enfants du peuple, permettant de lutter contre le vagabondage mais surtout de les couper des «mauvaises influences» de l'usine (thème qu'on retrouvera à de nombreuses reprises dans «*Le sul*»¹ Poulot, petit patron républicain défendant vigoureusement un tel enseignement). Dans les années postérieures à la Commune de Paris, il s'agit donc moins



de lutter contre l'exploitation des enfants, dans les usines comme aux champs ou dans les mines, que de les éloigner de la lutte des classes et d'entraver – par une formation pensée comme dressage – la solidarité ouvrière. Il importe donc de ne pas idéaliser l'avènement tardif d'un enseignement professionnel dans le contexte de l'après-guerre. De manière générale, si le mouvement ouvrier obtient des conquêtes fondamentales (la sécurité sociale notamment,) l'Etat qui se met en place alors ne rompt évidemment pas avec la domination de la bourgeoisie sur l'économie, la société... et l'Ecole. Dans ce cadre, les syndicats ouvriers et d'enseignants parviennent alors à imposer un système de formations techniques s'adressant aux futurs travailleurs (de l'industrie, des bureaux, de l'agriculture, etc.). Il s'agit en particulier de rompre avec la stricte adaptation de ces formations aux exigences patronales; c'est pourquoi, outre l'apprentissage pratique du métier, elles visent à transmettre des connaissances à la fois générales et technologiques que la formation sur le tas ne fournissait pas.

Ainsi se créent et se développent à un rythme rapide des formations techniques mêlant des savoirs pratiques et théoriques, dans le cadre d'établissements proposant

des formations intégralement séparées de la production (les «stages» n'apparaîtront qu'à partir de la fin des années 1970). Cela rompt clairement avec la période précédente, durant laquelle on comptait très peu de jeunes suivant des «cours professionnels», et où seulement une fraction infime des membres de la classe ouvrière était titulaire du CAP. Mais, plus encore, ces formations étaient directement dictées et validées par le patronat, qui refusait explicitement que la majorité des travailleurs soit dotée d'une formation de bon niveau et acquière un diplôme certifiant une qualification, craignant que cela ne les amène à revendiquer des hausses de salaire et engendre des formes d'insubordination.

Ce qui se joue donc dans les décennies d'après-guerre, c'est une prise en charge par l'Etat de ce que le patronat s'était montré incapable de réaliser à grande échelle quand il prétendait être seul à même d'organiser la formation professionnelle des travailleurs. Ce faisant, l'Etat répond en partie aux attentes de la bourgeoisie, du moins de certaines fractions du patronat, qui a besoin d'une main-d'œuvre qualifiée, mais il répond aussi, partiellement, aux revendications des syndicats ouvriers et d'enseignants, et plus largement du mouvement ouvrier. Ce système qui se met en place sous l'égide de

1. Certificat de capacité professionnelle.

2. Certificat d'aptitude professionnelle.

3. P. Naville, Essai sur la qualification du travail, Paris, Syllepse, 2012.

4. Centres de formation d'apprentis.



l'Etat est donc un produit contradictoire que les anticapitalistes ont raison de défendre ici et maintenant, dans la mesure où il permet d'assurer la transmission de savoirs et savoir-faire qui ne sont pas seulement utiles aux patrons mais constituent autant d'instruments de compréhension et de transformation du monde.

Par ailleurs, les diplômes professionnels donnent aux salariés qui les obtiennent un moyen de résister un tant soit peu à la dévaluation de leur force de travail, même s'ils ont aussi pour effet de segmenter la main-d'œuvre et ne constituent en aucun cas une garantie, tant le patronat cherche en chaque moment à faire pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail, en ne reconnaissant pas, ou en dessous de leur valeur, les connaissances pourtant certifiées par l'acquisition de tel ou tel diplôme. Comme l'affirmait Pierre Naville³, la qualification n'est pas une chose mais un rapport social, dont les contours dépendent aussi bien du niveau de développement des forces productives que de l'état de la lutte des classes.

ET MAINTENANT ?

C'est donc ce système de formations techniques, organisé par l'Etat et s'effectuant hors de la production, qui subit depuis les années

1970 des attaques constantes de la part du patronat et des partis, de droite comme de gauche, qui se succèdent au pouvoir. Ces derniers ont cherché à relancer l'apprentissage quand celui-ci était en crise (lois de 1971 et de 1987), et tendent depuis les années 1990 à en favoriser systématiquement le développement au détriment de l'enseignement professionnel scolarisé public.

La raison en est simple : comme on l'a dit plus haut, le patronat exerce un contrôle beaucoup plus étroit et direct sur l'apprentissage que sur les lycées professionnels. En effet, l'apprentissage se fonde sur l'alternance entre des périodes en entreprise, durant lesquels l'apprenti subit plus que tout autre salarié la domination patronale et où il n'est pas rare qu'il n'apprenne rien ou presque, et des périodes de formation organisées dans le cadre des CFA⁴, eux-mêmes souvent sous la domination directe d'instances patronales (les chambres de commerce et d'industrie en particulier).

Mais l'apprentissage permet également de fournir aux patrons une main-d'œuvre très bon marché (25% du SMIC pour un-e apprenti-e de moins de 18 ans en 1^{re} année, 41% entre 18 et 20 ans, 53% pour ceux et celles qui ont plus de 21 ans), notamment pour des travaux peu qualifiés qui nécessiteraient sinon l'embauche de «manœuvres» généralement payés au niveau du salaire minimum. C'est d'ailleurs en ce sens que l'apprentissage ne garantit nullement l'acquisition de savoirs et savoir-faire, si l'activité quotidienne des apprentis se réduit à des tâches annexes (par exemple nettoyer les outils et «rouler la brouette» dans le BTP, ou faire des shampoings dans les salons de coiffure).

Ce n'est pas la participation à la production de jeunes en formation qui est problématique en elle-même ; historiquement, elle a d'ailleurs été considérée par la plupart des courants du mouvement ouvrier comme un point central de tout projet de transformation sociale de l'éducation. Mais, dans une société qui demeure capitaliste et où les rapports de force au sein des entreprises sont fortement dégradés au détriment des travailleurs et de leurs organisations, cette participation n'a nullement les vertus qu'on pourrait en attendre dans une société libérée des rapports d'exploitation et de domination. Très faiblement contrôlée par l'inspection du travail, par manque de moyens, elle contribue à soumettre les jeunes concernés à un apprentissage étroit du métier, et à faire pression à la baisse sur les salaires en organisant une concurrence pour les postes les moins qualifiés.

Il faut noter que la concurrence que l'Etat organise entre ces modes de formation, scolarisé et en alternance, traverse aujourd'hui les lycées professionnels. On y a vu en effet fleurir des sections d'apprentis, soumis au régime de l'alternance, mais aussi des classes dans lesquelles certains jeunes sont sous statut scolaire et d'autres sont apprentis (donc travailleurs en formation), avec tous les problèmes pédagogiques évidents que cela peut poser pour les enseignants. De manière plus générale, l'instauration des stages en entreprise puis leur multiplication –notamment dans le cadre de la création du «bac pro» en 1985– ont rapproché de fait l'enseignement proposé en lycée professionnel de l'apprentissage.

L'exemple de la réforme récente du «bac pro» est éclairant. Outre qu'elle réduit mécaniquement le temps d'exposition aux apprentissages d'un bachelier professionnel, en instaurant la préparation du diplôme en trois ans contre quatre ans auparavant (deux ans de BEP puis deux ans de «bac pro»), elle a également consisté dans un accroissement important du nombre de semaines de stage en entreprise, passé à 22 en trois ans, un temps qui est évidemment retranché aux apprentissages effectués dans les classes et ateliers des lycées professionnels.

Si la création d'un enseignement professionnel scolarisé a permis pendant des décennies de rompre avec un alignement étroit sur les intérêts et besoins immédiats du patronat, le projet auquel il s'adossait est aujourd'hui en crise. Il ne pouvait en effet que constituer un compromis temporaire avec le patronat, celui-ci ayant toujours considéré qu'il lui revenait d'organiser –ou plutôt de contrôler en la limitant fortement– la formation professionnelle des futurs travailleurs, en particulier des salariés d'«exécution» (ouvriers et employés). Que ce soit directement, c'est-à-dire sans médiation étatique, via des écoles d'entreprise ou l'apprentissage (toujours plus ou moins sur le tas), ou par l'exercice d'un contrôle étroit sur ces formations, en prétendant décider notamment de leur création, du contenu des programmes d'enseignement, de leur validation et des droits qu'elles ouvrent pour les salariés.

Ce n'est qu'en détruisant les fondements de la domination que la bourgeoisie exerce sur l'ensemble de la société, et en luttant dès maintenant contre ses tentatives de renforcer son hégémonie dans le secteur de l'éducation, que l'on peut espérer faire advenir une autre éducation et une autre formation professionnelle. □

EDUCATION NATIONALE

LA LENTE DESTRUCTION DU SERVICE PUBLIC CONTINUE

PAR GABRIELLE THIMBERT

Parmi les promesses de changement formulées durant la campagne présidentielle de Hollande, l'éducation était présentée comme une priorité. Si changements il y a eu, ils se distinguent surtout par une continuité et un renforcement des réformes du précédent gouvernement.

Sous un habillage «pédagogue», il s'agit de conforter les directives de l'OCDE, acceptées par le gouvernement Jospin en 2000. Baisser le «coût» de l'éducation nationale en se délestant de pans entiers des missions jusqu'alors assurées par le service public d'éducation, au profit d'une territorialisation qui creuse les inégalités et privilégie les entreprises privées.

UN BUDGET EN TROMPE L'ŒIL

La promesse de créer 60 000 postes sur cinq ans n'équilibre pas les 77 000 postes supprimés par le précédent gouvernement. Si le principe du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite a été abandonné, cela s'effectue au détriment des autres services publics en ne compensant pas les futurs départs. Qui plus est, le concours de recrutement exceptionnel mis en place s'est soldé par un échec patent avec moins de candidats que de postes ouverts. La dégradation des conditions de la formation au métier d'enseignant-e et du métier lui-même génère un manque d'attrait compréhensible. Ce problème s'explique aussi par le fait que les étudiants paupérisés ne voient pas ce nouveau recrutement comme une possibilité de poursuivre leurs études. La politique d'austérité, appliquée aujourd'hui au moyen de la modernisation de l'action publique (MAP), s'accroît et contribue à une remise en cause du statut. La multiplication des contrats précaires et le transfert de missions vers d'autres pôles mettent en péril le statut de fonctionnaire, ainsi que les missions de service public. Côté salaires, c'est la même logique qui prévaut depuis 2000, la valeur du point indiciaire ayant régressé de 13% en moyenne par rapport à l'augmentation des prix. Cette situation a de graves répercussions sur les rémunérations de tous les

agents de la fonction publique. Le gouvernement Hollande ne rompt donc aucunement avec la logique du gel des salaires.

DES RÉFORMES RÉGRESSIVES QUI NE DISENT PAS LEUR NOM

La scolarisation est plus longue et plus massifiée: le niveau moyen monte et pourtant les inégalités et l'échec scolaire se renforcent. Face à ce constat, les réformes passées et récentes, étayées par la nouvelle loi d'orientation et de programmation de Hollande-Peillon, suivent la même logique. Et ce, afin de conforter la bourgeoisie et ses dirigeants dans leurs choix de ne pas payer trop cher des salariés qui possèderaient à leurs yeux trop de qualifications au regard des compétences dont ils auraient réellement besoin. Ainsi, la nouvelle loi d'orientation fait la part belle au patronat en lui donnant la possibilité d'intervenir de plus en plus dans les contenus d'apprentissages et afin d'accéder à ses vœux, le gouvernement dote l'éducation d'une myriade d'orientations, de parcours imposés et ce dès le plus jeune âge, qui répondent à une logique d'«employabilité» et non aux choix des élèves et des jeunes.

Ainsi, la loi d'orientation de l'«école du socle»¹ entend associer les collectivités locales par des contrats d'objectifs, non pas dans le but de faire revivre certaines régions dévastées par le chômage, mais afin de renforcer la soumission des écoles et des établissements aux besoins du patronat local. L'orientation et la formation professionnelle seront directement soumises aux intérêts privés locaux. Cette politique renforcera également les sélections déjà existantes et les inégalités territoriales, les moyens variant très sensiblement d'une région à une autre, d'un département à un autre, d'une commune à une autre.

C'est cette même logique que porte le «socle commun de connaissances et de compétences», auquel le gouvernement actuel n'a fait qu'ajouter un mot (connaissances), mais qui reste identique quant à son contenu et en continuité avec l'esprit de la loi Fillon de 2005. Une école du socle qui se conforme de plus en plus aux normes de la culture dominante et élitiste, dans une conception où prévaut la gestion managériale des apprentissages, à l'image de la gestion des personnels dans les écoles et les établissements eux-mêmes, et le culte de l'évaluation. Juxtaposition de compétences empilables mais pas reliées entre elles, qui ignorent les savoirs qui les sous-tendent.

La «morale laïque» qui devra être enseignée constitue de ce point de vue un puissant révélateur d'une vision rétrograde de l'école. En effet, le terme même de morale inscrit de fait cette nouvelle discipline dans une tentative de normalisation des comportements et en particulier dans la soumission; y adjoindre le qualificatif de «laïque» ne change rien à l'affaire. L'adaptation au système scolaire, vocable très souvent utilisé par le gouvernement, sous-entend d'adapter le système aux différents publics dans le cadre de la massification dans une école où les compétences minimales exigées entraînent à une course à l'«adaptabilité» et à plus ou moins long terme à l'«employabilité».

VERS L'ÉCLATEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION

La révision générale des politiques publiques (RGPP) est venue renforcer les hiérarchies locales en imposant le «nouveau management public»². S'inscrivant dans cette logique, la contractualisation des établissements a imposé la prééminence du contrat sur la loi: autoritarisme, détérioration des conditions de travail,



Phototèque rouge/Babar

politique du chiffre, etc. L'acte III de la décentralisation, en cours de finalisation, ne fait que renforcer ces politiques, puisqu'il engage une sorte de décentralisation à la carte, qui fera éclater et affaiblira les politiques publiques menées au niveau national en renforçant une territorialisation au service de potentats locaux, sans aucun contrôle de la population et instaurant une logique de marché scolaire.

La loi Fioraso sur l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) poursuit la même logique. Dans la stricte filiation de la loi LRU et dans le cadre d'une politique d'austérité budgétaire, elle entérine la volonté de soumettre les choix des laboratoires, concernant notamment les objets de recherche, à une logique utilitariste qui est celle des entreprises capitalistes (d'où la priorité accordée à la recherche appliquée et à tout ce qui peut contribuer à l'accumulation du capital). Les universités seraient par ailleurs habilitées à délivrer des diplômes individualisés et elles se spécialiseraient en fonction des besoins immédiats de l'environnement économique local. La refonte de la carte universitaire se poursuit donc autour de regroupements régionaux permettant d'articuler les budgets en vue d'accroître la «compétitivité» dans un contexte d'austérité sans fin. Cela tirera vers le bas les conditions de travail de tou-te-s en faisant jouer à plein la concurrence.

Une autre réforme, celle des rythmes scolaires, a cette année secoué les enseignants-e-s des écoles primaires. En effet, plusieurs problèmes sont au cœur de cette réforme. Le décret Peillon instaure d'abord un retour à neuf demi-journées dans un

cadre contraint, sans amélioration des conditions de travail pour les élèves et les enseignants-e-s. En laissant entendre que l'échec scolaire se situerait hors du temps de classe, la réforme confie les missions du service public d'éducation aux élus locaux, renforçant ainsi la territorialisation et les inégalités qui en découlent. Dans un contexte où l'Etat devrait réduire les dotations aux communes de 4,5 milliards d'euros d'ici 2015, les inégalités déjà existantes ne feront que se creuser davantage. Elles auront des répercussions sur l'école et notamment sur les crédits pédagogiques, l'entretien et l'équipement des locaux scolaires, les salaires et les conditions de travail des contractuels. Dans le même temps, il est exigé des communes d'organiser et de prendre en charge financièrement, et ce intégralement à partir de 2014, trois heures d'activités périscolaires hebdomadaires. La question de la gratuité de ces activités n'est pas posée.

Que peut-on en attendre de positif pour les élèves, alors que les taux d'encadrement revus à la baisse obèrent d'ores et déjà la qualité des activités prévues? D'autant que la plupart des communes –notamment les plus pauvres– seront incapables de former les personnels encadrants nécessaires. Le panel d'activités proposées se fera alors en fonction du tissu associatif, sportif et culturel environnant, et jouera forcément sur l'«attractivité» des écoles, dans une logique de mise en concurrence et de marchandisation de l'éducation.

CHANGER LE MONDE, CHANGER L'ÉCOLE

Dans sa forme actuelle, le système éducatif est basé sur l'élitisme et le stress, et il

n'y a pas lieu de s'étonner qu'il apparaisse anxiogène aussi bien aux élèves qu'à leurs parents³. Compétition scolaire, inégalités territoriales et injustices sociales perdurent et s'aggravent via les nouvelles réformes mises en place par le gouvernement Hollande-Ayrault-Peillon, qu'elles aient pour objet les programmes d'enseignement, l'évaluation, les pratiques pédagogiques, la formation des élèves et des enseignant-e-s, etc.

Les mots sont détournés et dévoyés pour mieux inscrire l'école dans le cadre d'un capitalisme qui a fait son temps, étant à l'origine d'une crise à la fois économique, sociale et écologique. Les objectifs du NPA sont bien de tourner le dos à ce projet pour construire une école à la fois démocratique et émancipatrice, de la maternelle à l'université en passant par la recherche. Or une telle école ne pourra voir le jour sans une rupture radicale avec le système capitaliste. Mais en attendant que les conditions politiques de cette rupture soient réunies, rien ne nous empêche dès à présent de lutter contre l'éclatement du service public d'éducation, de pousser les contradictions en son sein et de construire un projet pour l'école débarassé des logiques libérales.

Pour ce faire, l'unité syndicale la plus large et l'auto-organisation doivent aller de pair, afin de satisfaire les revendications mises en avant lors des luttes et d'être capable de poser la question d'une autre école dans une société révolutionnée. Mais nous ne pourrions gagner quoi que ce soit dans le cadre de mouvements sporadiques, menés chacun-e de son côté, tels qu'ils sont décidés et (faiblement) organisés par les directions nationales des syndicats des personnels de l'éducation nationale. Car le gouvernement, quels que soient les catégories de personnels et les niveaux scolaires, apparaît bien décidé à poursuivre la mise en œuvre d'une logique destructrice sous des appellations diverses et variées, avec des objectifs similaires à ceux de la droite.

C'est à cette tâche primordiale –dans leur syndicat et leur école, au jour le jour et sur différents terrains– que s'attèlent les militant-e-s du NPA et toutes celles et ceux qui sont attaché-e-s à l'idéal d'une école œuvrant à l'émancipation sociale. □

1. En référence au «socle commun de connaissances et de compétences».
2. Voir : C. Laval, P. Clément, G. Dreux et F. Vergne, La nouvelle école capitaliste, Paris, La Découverte, 2011.
3. Rapport de l'OCDE de 2012.

L'ÉDUCATION MISE AU DIAPASON DE LA CRISE CAPITALISTE

PAR ANTOINE LARRACHE

Les réformes de l'éducation, de la maternelle à l'université, se succèdent. La rapidité de leur mise en place donne le tournis : LMD, autonomie des universités, pacte pour la recherche, loi Fillon, réformes Darcos et réforme du lycée, transformations du bac (notamment professionnel), remise en cause de la carte scolaire, loi de refondation de l'école...

Chaque étape s'inscrit dans une lutte des classes qui se mène sur la durée et où chaque bataille fait pencher un peu plus la balance dans un sens ou un autre. Cette guerre, la classe dominante la mène avec des outils divers, clubs de réflexions et groupes d'influence, appareil de l'Eglise catholique et du secteur privé, haute administration et patrons. Il lui a fallu plusieurs années pour expérimenter des mesures et théoriser son offensive, à l'échelle mondiale, européenne et nationale. Mais pour nous, de grandes lignes se dessinent. L'axe central autour duquel elles tournent est le besoin, dans le contexte de la crise économique et de l'offensive capitaliste depuis les années quatre-vingt, d'une exploitation accrue des travailleurs/euses et d'une marchandisation élargie à toutes les activités humaines. Il s'agit en somme d'accroître la rentabilité de l'éducation d'un point de vue capitaliste.

LA RENTABILISATION

On a parfois parlé de privatisation de l'éducation. Il est certain que des pans entiers sont basculés dans le secteur privé : le nettoyage, la maintenance informatique, l'aide aux devoirs (un marché de deux milliards d'euros en France...), les écoles privées (14% des élèves en France, 40% des familles l'utilisant à un moment ou un autre). Mais le terme de privatisation est impropre dans la mesure où l'essentiel de l'éducation n'est pas, à l'étape actuelle, privatisable, et que l'essentiel des réformes consiste à importer dans le public les méthodes du privé.

Un levier essentiel est la casse du statut des enseignants, qui passe par le recrutement de milliers de contractuels dans les universités, les collèges et lycées et maintenant, avec la « mastérisation » des concours de recrutement, dans les écoles. Un deuxième levier est la suppression de dizaines de milliers de postes. En plus de l'économie brute en salaires que cela engendre, les gouvernements croient à la « fonction proprement disciplinante de la baisse des effectifs »¹ par l'augmentation des heures supplémentaires, la diminution des heures de cours des élèves, la forte réduction de la formation continue et de la concertation, l'abandon de domaines jugés inutiles (réseaux d'aides, postes d'enseignants dans les hôpitaux...). En un mot, il s'agit d'augmenter la productivité des enseignants en exigeant aussi bien avec moins de moyens.

Cela passe aussi par une mise en concurrence des établissements entre eux. Il s'agit de donner plus d'autonomie aux établissements, plus de pouvoir aux chefs d'établissement, de faire en sorte que les inspecteurs ne proviennent plus du corps des enseignants mais soient des gestionnaires. Que ce soit à travers la LRU, le projet d'EPEP (établissements autonomes dans le premier degré) ou l'autonomie des lycées, la logique est toujours la même. Le contrôle sur les enseignants passe par ailleurs par une objectivisation de leurs performances par le biais des évaluations nationales, de leur publication, des classements d'établissements.

Il s'agit donc pour les gouvernements de privatiser ce qui peut l'être et, dans le même temps, de transformer le public par les méthodes de management appliquées dans les entreprises capitalistes afin de décupler la productivité et supprimer tout ce qui n'est pas jugé suffisamment performant.

L'ADAPTATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

La licence professionnelle a montré jusqu'à la caricature, avec des intitulés du type « licence professionnelle commerce, option distribution, mention management et gestion de rayon », ce que cherche le

patronat en matière scolaire : une main-d'œuvre qualifiée dans un domaine restreint (ce qui permet à la fois un niveau technique élevé, un temps d'études limité, une difficulté pour l'employé à trouver un autre emploi et donc une pression accrue pour accepter les conditions de travail exigées).

De la maternelle à l'université, il s'agit donc de rentabiliser les apprentissages dispensés en les adaptant aux exigences du patronat. On ne parle d'ailleurs plus d'apprentissages ou de savoirs mais de « compétences ». Ainsi, depuis 2004, la Commission européenne énumère huit compétences clés : (1) communication dans la langue maternelle, (2) communication dans une langue étrangère, (3) culture mathématique et compétences de base en sciences et technologies, (4) culture numérique, (5) apprendre à apprendre, (6) compétences interpersonnelles, interculturelles et compétences sociales et civiques, (7) esprit d'entreprise et (8) sensibilité culturelle.

Ainsi, dès la maternelle, le socle commun liste les compétences que tout jeune doit intégrer pour être employable, les autres compétences étant réservées implicitement aux classes privilégiées. En effet, les différences sociales entre les établissements, renforcées par les remises en cause de la carte scolaire, rendent plus difficiles les apprentissages de haut niveau par les classes populaires et conduisent les enseignants à réduire le niveau des apprentissages qu'ils dispensent.

Le livret personnel de compétences, qui doit suivre les élèves depuis l'école primaire jusqu'au lycée, permet de tracer leurs compétences acquises (ou non acquises), d'exercer sur eux la pression de l'orientation vers les lycées professionnels ou généraux, les filières courtes ou longues.

A l'université, la remise en cause du cadrage national des diplômes (et leur annexe descriptive qui précise les enseignements suivis) contribue à individualiser le rapport entre le futur employé et son patron et affaiblit donc le rapport de forces collectif que représentait le

diplôme. D'autant plus si ce sont, comme la licence professionnelle ou les multiples diplômes construits en partenariat avec les entreprises privées, des diplômes qui débouchent sur une entreprise ou un emploi précis.

Notamment avec le «Pacte pour la recherche», les diplômes comme les objets de recherche sont de plus en plus souvent contraints de s'adapter aux demandes à court terme du privé sous la pression des financements et des représentants du patronat qui composent une bonne partie des conseils d'universités...

Toute cette logique a pour effet d'assurer la reproduction des classes sociales, les enfants de la bourgeoisie ne fréquentant que les écoles, collèges, lycées, classes préparatoires et «grandes écoles» qui leur sont de fait réservées avec des apprentissages de très haut niveau, mais aussi une conformation idéologique et morale, quand les enfants des classes populaires doivent faire leur chemin dans des établissements concentrant les difficultés. L'école se divise en deux séquences, d'une part l'école du socle pour tous (primaire et collège), d'autre part le cycle bac-3/bac+3, réservé à ceux qui en auront les moyens.

L'ENCADREMENT IDÉOLOGIQUE DE LA JEUNESSE

L'école ne semble plus aussi contraignante que celle des années cinquante ou que le service militaire. Mais, au cours des dernières décennies, sa fonction d'encadrement a pris une nouvelle dimension.

Il s'agit tout d'abord de convaincre les jeunes qui éprouvent des difficultés dans les apprentissages et sont exclus des études longues qu'ils sont la cause de ce qui est présenté comme leur «échec». Par la multiplication d'aides individuelles aux élèves, souvent inefficaces, les jeunes doivent être amenés à croire qu'ils sont inadaptés à l'institution scolaire sans que soit posé le problème de l'inadaptation de celle-ci à des publics divers. On fait en outre accepter aux classes populaires le chômage et la hiérarchie dans le monde du travail.

Le deuxième aspect est d'apprendre, quel que soit le niveau d'études, à se vendre. Les compétences 5, 6 et 7 citées plus haut consistent en réalité en une évaluation comportementale de l'élève, et nullement en l'acquisition de savoirs effectivement enseignés. La part de ce type d'évaluation, qui mesure la capacité à répondre aux exigences d'une institution et plus

tard d'un patron, se développe, jusqu'à dépasser les 50% dans le calcul des points pour l'affectation des élèves dans certains départements.

Le troisième est le développement de l'enseignement en alternance, du collège à l'université. 800 000 stagiaires (sans compter les apprentis, qui n'ont pas le statut scolaire), en plus de représenter une main-d'œuvre quasi gratuite et hautement flexible, apprennent la docilité au travail et la crainte de ne pas être embauché.

Enfin, il faudrait ajouter la mise en place, étape par étape, malgré les mobilisations refusant ces dispositifs, d'outils de fichage de la jeunesse du type base-élèves et du Passeport européen des compétences, qui

permettent de tracer la valeur d'usage des futurs salariés ou encore de traquer les sans-papiers. Sans compter la répression de masse subie ces dernières années par les jeunes, depuis le mouvement lycéen et la mobilisation des banlieues en 2005. Plusieurs milliers de sanctions pénales ou administratives (exclusions de lycées notamment) ont été prononcées contre les jeunes jugés dangereux ou identifiés comme des «meneurs» de mobilisations. Il s'agit là encore d'opérer, dès le plus jeune âge, un dressage de la jeunesse.

DES PISTES POUR LES MILITANTS

Constater ces régressions ou ces attaques, ce n'est pas se condamner au pessimisme. Il s'agit au contraire de se donner les moyens de s'organiser en partant de plusieurs constats. 1) L'école et l'Etat ne sont pas neutres, ils jouent un rôle capital dans la reproduction des classes sociales, l'organisation de la main-d'œuvre et la préparation des rapports de forces dans le monde du travail. 2) Chaque réforme, quel que soit son prétexte, s'inscrit dans le cadre des trois domaines que nous avons schématisés. Par exemple, la logique essentielle d'une réforme comme celle des rythmes scolaires est de transférer aux communes une part plus importante des coûts et de la gestion des personnels, de mettre les écoles en concurrence entre elles et de satisfaire l'industrie du tourisme. Il faut donc s'y opposer en considérant que la discussion réelle sur les rythmes se situe ailleurs.

Pour militer aujourd'hui, pour construire des mobilisations, nous avons à réfléchir à chaque nouvelle réforme ou mesure gouvernementale en fonction des objectifs divers que se fixe la classe dominante, dont l'Etat assure la mise en cohérence et la réalisation : rentabilisation de l'«investissement» scolaire, structuration et formation de la main-d'œuvre, reproduction des classes sociales et encadrement de la jeunesse. Forts de ces analyses, il devient possible de mieux comprendre et faire comprendre autour de nous la logique des attaques pour les combattre. □



Phototèque rouge/Babar

1 Laval, Vergne, Clément, Dreux, La nouvelle école capitaliste.

Luttes ouvrières et pouvoirs populaires dans le

A 40 ans du coup d'Etat conduit par le général Pinochet, c'est encore très souvent la figure d'Allende, président martyr, l'histoire des directions politiques, voire de l'intervention impérialiste qui sont mises en avant pour comprendre les mille jours tumultueux de l'Unité populaire (UP). Les luttes, rêves collectifs, débats de celles et ceux qui ont « fait » et construit le mouvement révolutionnaire chilien – ces centaines de milliers de salarié-e-s, d'étudiant-e-s, de militant-e-s – sont souvent absents de l'histoire officielle...

Dès l'élection de Salvador Allende (avec 36,6% des voix), en 1970, les premières applications du programme de l'UP ne sont rendues possibles que grâce à une formidable mobilisation sociale. Cette période est celle d'une dynamique intense de participation collective, politisation et radicalisation anticapitaliste des classes populaires: une dynamique qui

ébranle toutes les structures de domination de ce petit pays de 11 millions d'habitants. Dès ses origines, le projet de révolution légaliste et graduelle d'Allende s'est trouvé imprégné d'une tension majeure: il était le produit d'une campagne populaire très large et appelait de ses vœux la création d'un nouveau «pouvoir populaire», mais tout en désirant que celui-ci ne remette pas en cause directement les institutions chiliennes, son armée ou sa transition par étapes. Ce pari était voué à l'échec, d'autant plus que la gauche parlementaire ne contrôlait que la présidence et le gouvernement et était minoritaire au Congrès (les autres institutions étant largement dominées par l'opposition), ce qui l'obligea à d'interminables et vaines négociations avec la Démocratie chrétienne (DC).

Parallèlement, le gouvernement tenta la mise en place d'un système original de co-gestion et participation des travailleurs au sein des entreprises nationalisées, dite «Aire de propriété sociale». Celle-ci fut envisagée par le biais d'une collaboration étroite avec la principale confédération syndicale, la puissante Centrale unique des travailleurs (CUT). Cette participation était aussi pensée comme un instrument

de «bataille de la production», un moyen d'impliquer les travailleurs dans le redressement productif du Chili.

Mais le projet de nationalisation ne concernait initialement qu'une partie limitée de l'économie, essentiellement le secteur moderne et ne touchait que 10% des travailleurs industriels. Il laissait de côté la très grande majorité des salariés de la petite et moyenne industrie, considérée comme «non stratégique», mais également des pans entiers de la grande industrie. D'autre part, la CUT connut une intégration progressive au gouvernement, ce qui n'était pas sans générer des remous avec la base ouvrière.

Début novembre 1972 fut mis sur pied un gouvernement civilo-militaire censé éviter une guerre civile: on y retrouvait, au coude à coude, trois chefs des forces armées avec Rolando Calderón (PS et secrétaire général de la CUT) au ministère de l'agriculture et Luis Figueroa (PC et président de la CUT) au ministère du travail. A cette date, le pouvoir était de plus en plus ouvertement dans une position d'arbitre des conflits de classe, englué dans un jeu institutionnel qui lui était pourtant clairement hostile, et faisait face à une polarisation sociale toujours plus

Brève chronologie de l'Unité populaire

1970	49.75% des suffrages pour l'UP.	
Janv. : Salvador Allende est désigné officiellement comme candidat de l'UP.	Juillet : Nationalisation des mines de cuivre.	
Sept. : Election d'Allende avec 36,6% des voix.	Nov. : Arrivée contestée de Fidel Castro pour trois semaines.	
Sept. : Nixon accélère les mesures pour organiser la chute du nouveau président.	Déc. : Marche des «casserolés vides» contre la pénurie, organisée par les femmes de la bourgeoisie.	
Nov. : Rétablissement des relations avec Cuba et les pays de l'Est.	1972	
Déc. : Début de la nationalisation du système bancaire et industriel.	Fév. : J. Chonchol, ministre de l'agriculture, annonce la disparition prochaine des grands domaines.	
1971	Mars : Révélation du <i>Washington Post</i> sur l'action de la CIA et de la	
Avril : Elections municipales :		
		multinationale ITT au Chili.
		Juillet : l'«Assemblée populaire» de Concepción appelle à une rupture avec les institutions bourgeoises.
		Oct. : Création de la CODE, coalition des partis d'opposition allant de la DC à Patria y Libertad.
		Oct. : grande grève des camionneurs, appuyée par le patronat; multiplication des formes de pouvoir populaire.
		Nov. : Constitution d'un nouveau gouvernement, composé de chefs militaires et de dirigeants de la CUT.
		1973
		Janv. : Luttes des Cordons industriels contre le plan
		gouvernemental de restitution d'une partie des entreprises nationalisées ou occupées.
		Mars : Elections législatives : 44% pour l'UP ; l'opposition n'atteint pas les deux tiers des voix nécessaires pour destituer légalement Allende.
		Mars : Appel du PC à combattre «l'ultra-gauchisme» du MIR.
		Juin : Essai de Coup d'état du Général Souper : le <i>tancazo</i> .
		11 septembre : Coup d'Etat, suicide d'Allende dans le palais présidentiel, formation d'une junte militaire. □

Chili d'Allende

PAR FRANCK GAUDICHAUD

profonde. Pour comprendre cette situation, il faut revenir à la grande crise d'octobre 1972, un mois plus tôt.

POUVOIRS POPULAIRES CONSTITUANTS ET CORDONS INDUSTRIELS

Héritière d'une longue tradition de luttes, une partie du mouvement ouvrier donna naissance à un mouvement d'auto-organisation unique par son ampleur en Amérique latine. Au cours des affrontements d'octobre 1972 et des grandes mobilisations de 1973, les revendications économiques s'articulèrent avec les demandes politiques des ouvriers les plus radicaux. Cette connexion se traduisit notamment par la formation des Cordons industriels.

Lorsque durant «l'octobre rouge» de 1972, grand patronat, commerçants, professions libérales profitèrent de la grève des camionneurs (financée à coup de millions de dollars par la CIA) pour tenter de paralyser l'économie du pays, une fraction de la classe ouvrière occupa massivement les usines et certains travailleurs parvinrent partiellement à les remettre en route, sous leur contrôle. Même chose dans le champ de la distribution où une partie de la jeunesse militante appuya les salariés pour ravitailler quartiers populaires et marchés. Les Cordons industriels étaient formés sur la base d'une coordination territoriale horizontale de plusieurs dizaines d'usines, indépendamment de leur branche économique ou de leur appartenance, ou non, au secteur privé. Après avoir été essentiellement dirigés par en haut, dans l'urgence, par des leaders syndicaux et des militants PS ou du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), des assemblées de travailleurs se sont mises en place dans les entreprises les plus combattives. On y discutait des revendications immédiates, de la conjoncture politique nationale et de la nécessité de l'extension du secteur nationalisé. La parole se libérait enfin, les ouvriers comme les dirigeants syndicaux, les cadres comme les intérimaires étaient invités à prendre la parole et à voter si nécessaire, des militants de

la gauche partisane étaient accueillis pour exposer leur point de vue. On décidait aussi des actions à mener, particulièrement des occupations d'usines, de la mise en place de barrages de route pour faire pression sur l'exécutif, des mesures à prendre pour l'autodéfense de l'usine face à l'extrême-droite ou aux milices patronales...

Le but affiché était que ces assemblées élisent deux ou trois délégués, révocables à tout moment, qui eux-mêmes voteraient les décisions au sein de l'assemblée des délégués du Cordon. Pourtant rapidement, les salariés du Cordon ont buté sur les limites de la stratégie de la gauche gouvernementale. Ces formes d'organisations alternatives ont néanmoins fait un pas supplémentaire en créant, en juillet 1973, la Coordination des cordons industriels de la province de Santiago. A la suite du soulèvement militaire du colonel Souper, en juin 1973, puis après la nouvelle grève patronale de juillet, ces formes de «pouvoir populaire constituant» ont connu une extension notable à travers le pays. Le pouvoir populaire revendiqué par toute une partie de la gauche s'incarnait alors dans les faits. Les luttes débordaient largement le cadre étriqué des institutions et de la voie légale au socialisme, la dualité de pouvoirs apparaissait, remettant en cause la légitimité de l'Etat et le droit du patronat à diriger l'économie.

Dans la capitale, les Cordons concentraient quelques dizaines de milliers de travailleurs, mais on les trouvait également du nord au sud du pays. Leurs militants réclamaient l'extension des nationalisations, le contrôle ouvrier, l'organisation de comités de défense, la fermeture du Congrès et une assemblée constituante, la nationalisation sous contrôle populaire de la distribution et le ravitaillement direct des quartiers afin d'empêcher le marché noir. L'objectif, la plupart du temps, était d'allier revendications immédiates au niveau des entreprises et appel à des mesures politiques nationales qui permettent de faire sauter les verrous bureaucratiques freinant les avancées conquises par les luttes et formes

d'auto-organisation. Ces formes de luttes étaient aussi facilitées par la dynamique parallèle du mouvement *pobladores* (habitants des quartiers pauvres) qui s'organisait dans les zones de la périphérie urbaine (les *poblaciones*).

LE « POUVOIR POPULAIRE » ENJEU DE LUTTES POLITIQUES

Pourtant, les «commandos communaux» qui devaient, selon la gauche révolutionnaire et le MIR, regrouper ouvriers, étudiants et *pobladores* ne parvinrent pas à se développer, faute d'une conjonction stable entre ces différents acteurs sociaux et d'une perspective politique commune. Un âpre débat se menait même entre militants pour savoir si la priorité devait être accordée aux Cordons ouvriers (volonté du PS) ou directement aux Commandos (volonté du MIR). Il apparaît que cette discussion était surtout le reflet de l'implantation de chaque parti. En effet, de nombreux Cordons industriels étaient dominés par l'aile gauche des socialistes, alors que le MIR était avant tout enraciné dans les secteurs du semi-prolétariat urbain. Les «militistes» parvinrent néanmoins à gérer de manière remarquable des quartiers entiers, tels celui de la Nueva La Habana, véritable village autogéré à l'intérieur de Santiago. Au-delà de leurs diversité et limites, il est indéniable que ces initiatives de pouvoir populaire ne furent pas spontanées, mais bien le fruit d'une accumulation d'expériences militantes, de la construction d'une identité populaire; ce que l'historien E.P. Thompson nommait une «*expérience de classe*». Cette grande vague d'auto-organisation était alimentée par les militants de l'aile gauche de l'UP (secteurs radicaux du PS, gauche chrétienne), par le MIR et des petits groupes de la gauche révolutionnaire.

La direction de la CUT, tout comme le PC, tenta dans un premier temps d'empêcher leur constitution, rejetant toute «*création d'un pouvoir alternatif au gouvernement*» et qualifiant leurs actions de «*gauchistes*» et





Le Cordon industriel Cerillos fut l'un des plus importants de la capitale, Santiago. DR.

d'«irresponsables». Ce à quoi le MIR, dirigé par Miguel Enriquez, répondait par la volonté de voir naître un véritable double pouvoir, en refusant de «maintenir la subordination des masses à la démocratie bourgeoise» et à la stratégie réformiste d'Allende. Quant au PS, à la recherche d'une synthèse impossible, il reconnaissait «le développement d'un pouvoir populaire alternatif aux institutions bourgeoises, mais pas au gouvernement»...

La distance entre Allende et le «poder popular» s'est accentuée à mesure que la politique du gouvernement s'est essoufflée, pour sombrer finalement dans la paralysie, le marché noir et l'hyperinflation. Dès janvier 1973, les Cordons industriels s'opposèrent vertement au projet de recul du ministre communiste Orlando Millas, qui appelait à rendre les usines occupées «non stratégiques» afin de

ne pas alourdir la charge du gouvernement civilo-militaire, et à reprendre les négociations parlementaires avec des démocrates-chrétiens toujours plus réactionnaires. En mars, le gouvernement rasseyait en partie sa légitimité avec l'obtention de plus de 43% des suffrages aux élections législatives. Pourtant, il n'en fit rien.

Durant toute l'année 1973, en revanche les forces armées, bien loin d'être une force «constitutionnaliste» comme le proclamait l'UP, commencèrent leur travail de répression. Profitant d'une loi votée en 1972 sur le «contrôle des armes», les militaires intervinrent dans les bastions ouvriers et évaluèrent les résistances. Alors que les médias (presque tous aux mains de l'opposition) criaient à la dictature du prolétariat, la CUT réitérait ses appels à rendre une partie des usines occupées. Le 9 août était formé un nouveau cabinet civilo-militaire, où l'on retrouvait trois généraux et le commandant en chef de la police. Armando Cruces du Cordon Vicuña Mackenna déclarait alors: «les militaires au gouvernement, de même qu'en octobre, représentent une garantie pour les patrons et non pour la classe ouvrière». En vain: un mois plus tard le coup d'Etat était dirigé par un certain général Pinochet, fraîchement nommé par Allende à la tête de l'état-major...

DE QUELQUES ENSEIGNEMENTS DE LA «BATAILLE DU CHILI»

Malgré l'ampleur du phénomène de dualisation des pouvoirs, le pouvoir populaire n'en a pas moins eu un caractère embryonnaire et transitoire. Ses actions se sont effectuées essentiellement de manière défensive et mal planifiée. Leur coordination est restée entre les mains de

certains syndicalistes et non d'une organisation de masse issue d'assemblées de travailleurs organisés. Les Cordons industriels ne sont pas parvenus à incarner un projet politique alternatif au modèle réformiste proposé par le gouvernement, duquel ils restèrent dépendants.

«Nous vous prévenons, camarade, avec tout le respect et la confiance que nous vous portons encore, que si vous ne réalisez pas le programme de l'Unité populaire, si vous n'avez pas confiance dans les masses, vous perdrez l'unique appui réel que vous possédez comme personne et comme gouvernant, et vous serez responsable de porter le pays, non à la guerre civile, qui est déjà en plein développement, mais à un massacre froid, planifié, de la classe ouvrière la plus consciente et la plus organisée d'Amérique latine». C'est en ces termes que la coordination des Cordons industriels de Santiago s'adressait, le 5 septembre 1973, au «camarade-président» Allende.

La Bataille du Chili, admirablement filmée par Patricio Guzman, a été l'épicentre de la lutte des classes en Amérique latine: ni l'oligarchie locale, ni l'impérialisme états-unien n'entendaient laisser se dérouler, sans réagir, cette expérience révolutionnaire, en pleine guerre froide. Mais c'est aussi la stratégie légaliste et réformiste de la gauche gouvernementale, sa croyance entêtée dans le «constitutionnalisme» de l'armée, qui a conduit à l'écrasement de ce processus collectif exceptionnel. La défaite stratégique de la «voie chilienne au socialisme» a alors signifié le début d'une dictature de 17 ans, synonyme d'une répression féroce et de la transformation du pays en laboratoire du capitalisme néolibéral. □

Pour aller plus loin

- > La bataille du Chili, Film de Patricio Guzman, 1973.
- > Le Chili est proche, révolution et contre-révolution dans le Chili de l'Unité populaire, Maurice Najman, Maspéro, 1974.
- > Le Chili sous Allende, Alain Joxe, Gallimard, 1974.

Et à paraître courant septembre 2013 :
 > Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde, Franck Gaudichaud, Presses universitaires de Rennes, 2013.
 > ¡Venceremos!, Franck Gaudichaud, Syllepse, 2013.

1. UN PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE

Il y a 40 ans, des dizaines de milliers de militants étaient emprisonnés, torturés, assassinés. La terreur s'abattait sur le Chili. On ne peut comprendre la brutalité de la répression sans prendre en compte la profondeur du processus révolutionnaire chilien. La répression a été d'autant plus sauvage que pour les militaires et les classes dominantes, il fallait éradiquer les racines d'une révolution.

Car le Chili des années 1970-73 a bien vécu une situation révolutionnaire, marquée, par une irruption exceptionnelle du mouvement de masse sur la scène sociale et politique. C'est peut-être l'expérience révolutionnaire de ces années la plus avancée en termes de combativité, de conscience et d'organisation, dans un pays qui mêlait à l'époque les traits de la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme et ceux d'un mouvement ouvrier «classique», avec des partis et syndicats de masse. En fait, résultant d'une alliance exceptionnelle de toutes les classes populaires contre l'oligarchie terrienne et financière subordonnée aux intérêts de l'impérialisme américain, l'expérience chilienne a surtout été marquée par une mobilisation de la classe ouvrière qui a «magnétisé» tout le champ social.

En effet, la victoire électorale de Salvador Allende et du gouvernement de l'Unité populaire, le 4 septembre 1970, a ouvert une nouvelle période historique. Résultant d'une montée des mouvements de masses dès les années 1966-67, cette victoire électorale des partis ouvriers a aiguë à un niveau sans précédent des contradictions de classe qui se dénouées dramatiquement par le coup d'Etat de Pinochet.

2. DYNAMIQUE RÉVOLUTIONNAIRE ET IMPASSES RÉFORMISTES

L'Unité Populaire sous la direction d'Allende était composée de plusieurs formations de gauche. Le PS chilien était un parti socialiste de type particulier : dirigé à l'époque par des tendances de gauche, il n'appartenait pas à la Deuxième Internationale et se réclamait d'une perspective de transformation révolutionnaire, à travers une politique de «front des travailleurs». C'est le parti communiste –un des plus staliniens d'Amérique latine– qui incarnait au gouvernement la pointe avancée de la politique légaliste de l'Unité populaire vis-à-vis des institutions et des forces armées chiliennes. Se situant dans une perspective de révolution par étapes, le PC chilien ne travaillait pas dans une perspective socialiste. Au contraire, pour sa direction, il fallait contrôler, canaliser le

Problèmes stratégiques de la révolution chilienne

PAR FRANÇOIS SABADO

mouvement de masse dans un cadre compatible avec les équilibres économiques et institutionnels bourgeois. L'Unité populaire comprenait enfin deux partis issus de la gauche chrétienne, le MAPU et la Gauche chrétienne.

Mais au-delà de la politique de la direction de ces partis, l'Unité populaire représentait une base sociale populaire majoritaire qui polarisa la société chilienne. Après des hésitations de secteurs de la Démocratie chrétienne, l'ensemble des forces bourgeoises se sont déchaînées contre le nouveau pouvoir, et surtout contre le processus de mobilisation et d'organisation des travailleurs.

En effet, considérant le gouvernement d'Unité populaire comme «leur gouvernement», les ouvriers et les paysans ont voulu progressivement prendre en charge la marche de l'économie et de la société. Les ouvriers ont exigé l'extension du champ des nationalisations, et leur contrôle. Les paysans se sont engagés dans un mouvement d'occupation des terres.

Ce processus d'auto-organisation s'est d'autant plus approfondi que la droite et le patronat multipliaient les sabotages –dans l'administration, les transports, l'approvisionnement des classes populaires. Des juntas d'approvisionnements (JAP), des coordinations de «commandos communaux» dans les poblaciones, de syndicats de la CUT au travers des «cordons industriels» se sont développées. Les affrontements de classe ont débouché sur un processus de dualité de pouvoir, entre d'un côté les travailleurs et leurs organisations, de l'autre la droite et le patronat.

Dans cette confrontation, la politique des directions de l'Unité populaire, surtout du

Parti communiste fut de freiner ce mouvement, de s'y opposer dans certains cas, pour le canaliser dans un cadre «constitutionnaliste», c'est-à-dire celui d'une légalité dictée par les classes dominantes et l'armée. C'est Allende qui intégra des représentants des forces armées au sein du gouvernement, dès début novembre 1972. C'est Luis Corvalan, secrétaire général du PC chilien, qui déclarait : *«Il ne fait aucun doute que le cabinet au sein duquel sont représentées les trois branches des forces armées constitue une digue contre la sédition»!*

Dès l'entrée des militaires, des secteurs du mouvement populaire se sont opposés au gouvernement. *«C'est notre gouvernement mais c'est un gouvernement de merde»*, commençaient à dire les travailleurs. Tout un secteur du mouvement populaire, emmené par le MIR –principale organisation de la gauche révolutionnaire dont nous étions solidaires– mais aussi par des courants de gauche au sein du PS, de la gauche chrétienne, des syndicats et associations populaires, se sont opposés à cette orientation réformiste, en luttant pied à pied contre les concessions puis les capitulations des directions de l'Unité populaire face aux forces armées. Ils ont dénoncé les politiques d'alliances avec la bourgeoisie et les militaires. Ils participèrent et stimulèrent tous les processus d'auto-organisation, jouant un rôle clé dans le développement des «commandos communaux». Guerre de guérilla ou voie pacifique au socialisme par les institutions parlementaires : le débat qui divisait la gauche latino-américaine était à coté des



mouvements réels de la lutte de classes. Le Chili a refait marcher le mouvement révolutionnaire sur ses pieds. «Foyer guérillero» ou élections: dialectique faussée que l'émergence du double pouvoir a fait éclater. L'assemblée populaire de Concepción, en juillet 1972, incarna une première expérience embryonnaire de dualité de pouvoir populaire: «Tous à l'assemblée du peuple pour dénoncer le caractère contre-révolutionnaire du parlement», tel était l'axe d'un appel au front unique que signèrent l'ensemble des organisations sociales et politiques de gauche, à l'exception du PC chilien. L'insurrection de la bourgeoisie en octobre 1972 – à partir de la grève des camionneurs – provoqua le développement

n'était pas à la hauteur des enjeux de la situation. Il fallait pousser, jusqu'au bout, la logique de la dualité de pouvoirs, étendre et centraliser les organismes de pouvoir populaire et préparer les conditions d'un affrontement avec l'armée. Peut-être le moment le plus favorable pour déployer cette politique s'était-il présenté après le «tancazo», premier coup d'Etat avorté des militaires en juin 1973? Les militaires avaient raté leur coup, ils étaient sur la défensive et le mouvement populaire reprenait alors l'offensive politique.

FORCES ET LIMITES D'UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE: LE MIR

Le MIR a défendu la nécessité d'une alternative politique au réformisme. Sa volonté et sa sincérité révolutionnaire ne font pas

comme celui d'une force de pression sur le gouvernement. Alors que le mouvement des masses considérait que ce gouvernement, surtout après l'entrée des militaires, en octobre 72, était «de moins en moins leur gouvernement et de plus en plus un gouvernement de merde», le MIR estimait toujours qu'on pouvait «gauchir» la politique de l'UP. De ce fait, tout en jouant un rôle exemplaire dans les mobilisations contre la droite et les fascistes, le MIR ne s'orienta pas suffisamment sur la préparation de grèves générales en vue de paralyser le pays face aux putschistes.

De même, les militants du MIR eurent une place décisive dans l'émergence d'organismes de double pouvoir, mais les initiatives de centralisation de la dualité de pouvoir manquèrent dans l'affrontement qui se préparait. Ainsi, face à l'appareil de la CUT, contrôlé par le PC chilien, qui voulait cantonner les «cordons industriels» à un rôle de coordination syndicale, le MIR refusa le «parallélisme» des cordons, c'est à dire leur transformation en coordinations élues des assemblées de travailleurs.

Enfin, sur le plan militaire, si le MIR fut l'organisation qui prit le plus d'initiatives, de la protection de mobilisations à celle de Salvador Allende, l'activité militaire principale du MIR n'était pas orientée sur l'autodéfense du mouvement de masses, sur des initiatives préparant une insurrection populaire, ni sur un travail de droits démocratiques et de subversion dans l'institution militaire (le MIR ne commença un travail dans l'armée que dans les dernières semaines avant le coup d'Etat). Elle était tournée vers des activités militaires de parti – avec ses patrouilles, ses casernes, son armement, dans une conception d'accumulation de forces visant à préparer les prochaines étapes de la «guerre prolongée». Rien ne permet bien sûr, d'affirmer qu'une autre stratégie aurait évité la défaite. Il y a trop de paramètres socio-historiques dans une situation révolutionnaire pour qu'une «ligne juste» suffise à répondre du résultat, mais ces questions ont été celle d'un débat vif à l'époque dont les enseignements ne doivent pas passer par pertes et profits. □



Manifestation au Chili pour l'anniversaire du coup d'Etat. DR.

de «pouvoir populaire», comme création de la classe ouvrière et de la paysannerie en mouvement. La réponse du gouvernement de l'UP consista à faire entrer les militaires au gouvernement. C'était un tournant majeur de la situation.

Il aurait fallu, à partir de ce moment, renforcer la bataille pour une alternative indépendante au gouvernement d'Unité populaire, faire en sorte qu'un des slogans du MIR «Luchar, crear poder popular» [Lutter, créer le pouvoir populaire] se généralise et se centralise, mais les illusions sur le gouvernement d'Unité populaire paralysèrent le mouvement de masse et même des secteurs importants de la gauche révolutionnaire. Le «gauchissement» de la politique de l'UP

de doute. Des milliers de militants révolutionnaires dans le monde, dont ceux de la LCR des années 1970, se sont identifiés aux couleurs rouge et noir du MIR.

Moulée dans les conceptions stratégiques de la «guerre prolongée et irrégulière», la direction du MIR est intervenue dans le processus révolutionnaire plus pour accumuler des forces dans la perspective de la «guerre de demain ou d'après-demain» que pour aider à dénouer la crise révolutionnaire résultant de la dualité de pouvoir des années 1972-73.

Du coup, la politique du MIR manquait des délimitations nécessaires face au gouvernement de l'UP. Dans cette phase «parlementaire», le MIR concevait son rôle

QUINIOU OU LE « DÉSIR » COMME SOURCE DU STALINISME...

PAR PIERRE LEVI

Philosophe, membre du PCF, Yvon Quiniou propose dans son *Retour à Marx* une vigoureuse critique de feu le modèle soviétique. Il n'est jamais trop tard pour reconnaître que Staline « a été un authentique dictateur » (p. 110) et que l'on peut caractériser le régime soviétique comme totalitaire. Quiniou s'appuie largement (pour ne pas dire exclusivement) sur les travaux de l'historien américain, Moshe Lewin (*Le siècle soviétique*), pour argumenter son propos sur la répression, la violence, la contrainte, le Goulag, etc. Dont acte. Le stalinisme fut donc un échec.

RÉGRESSION ANTÉ-MATÉRIALISTE

Mais l'explication du développement de la croyance collective dans le modèle soviétique souffre assez cruellement d'un manque de matérialisme. En effet, selon Quiniou, la croyance dans le « communisme historique » relèverait d'une illusion au sens freudien du terme. Ce seraient des mécanismes d'ordre psychologique (lire la démonstration p. 118 et suivantes) qui permettraient d'expliquer le phénomène mondial d'adulation de Staline et de l'Union soviétique¹. Dans le cadre de cette régression anté-matérialiste, les partis communistes sont absents de l'explication. Partis qui furent

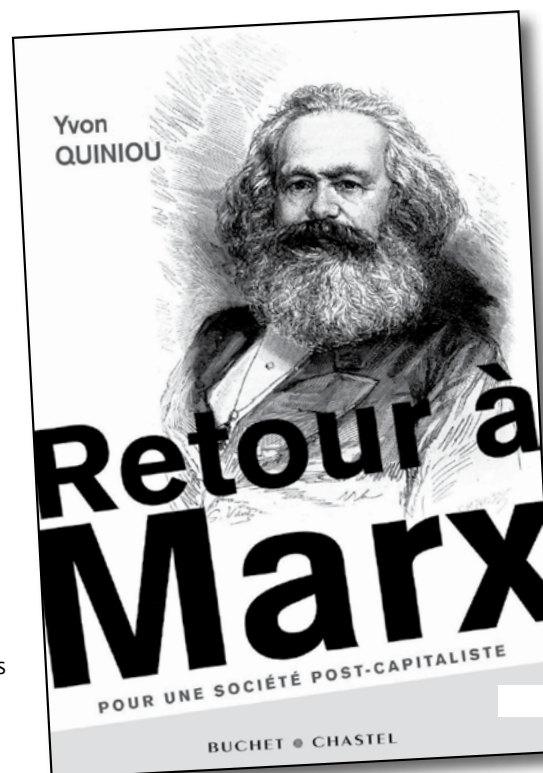
pourtant le support, base parfaitement matérielle de l'illusion, nourrissant (au sens premier du terme) une couche de bureaucrates qui entretiennent avec ferveur la fameuse illusion psychologique du désir. L'approche du phénomène stalinien par le désir permet par ailleurs d'évacuer toute notion d'erreur en matière politique (« Cette illusion n'était donc pas totalement fausse », p. 123), puisque le régime, en URSS, aurait par ailleurs fourni aux masses de réels avantages (les acquis du socialisme !). Cette critique du « communisme historique » ou du marxisme-léninisme (plus d'ailleurs que du stalinisme, le terme étant à peine évoqué) se fait au nom d'une lecture de Marx qui est développée dans la première partie de l'ouvrage. La teneur du propos se résume en quelques mots : Marx aurait pensé le communisme sur la base d'une société développée ; le communisme ne « peut avoir quelques chance de réussite que si les conditions matérielles de sa venue, du côté des forces productives, sont réunies » (p. 23). La nécessité historique du communisme, telle que définie par Marx selon l'interprétation de Quiniou, reposerait sur un déterminisme évolutionniste.

ARGUMENT A-DIALECTIQUE

En fait, ce que l'auteur dénonce, ce sont toutes les tentations volontaristes, la révolution bolchévique au premier chef, qui

développeraient une action révolutionnaire sans que les conditions matérielles du développement du communisme ne soient réunies. L'argument, parfaitement a-dialectique et niant le développement historique, n'est pas franchement neuf. Il est celui développé par Kautsky. Son aversion pour le processus révolutionnaire amène d'ailleurs l'auteur à approuver les analyses de François Furet (« on peut la [l'erreur volontariste imprégnée d'utopie] qualifier avec F. Furet, qui ici a raison, de "déviation subjectiviste du marxisme" », p. 106) ou à accomplir quelques contorsions théoriques pour utiliser Gramsci contre Lénine (la note 1, p. 106, constitue un chef d'œuvre de casuistique). Quiniou omet tout simplement que, contrairement à ce qu'il affirme, « la tentative autonome ou isolée d'aller au communisme » (p. 105)

n'a jamais constitué l'option des bolcheviks. Face à cet échec, celui d'une révolution violente et hâtive, Quiniou propose plutôt de s'appuyer sur les écrits tardifs d'Engels sur le rôle des élections et la démocratie parlementaire, afin d'envisager une transition pacifique vers le socialisme. D'ailleurs, ayant développé aussi bien les nationalisations que les services publics, « l'Etat, dans ce contexte, ne doit plus être conçu comme l'instrument au service des intérêts de la seule bourgeoisie » (p. 133). La revendication par l'auteur du « réformisme révolutionnaire »² se double, en conclusion, d'une évocation du caractère proprement moral du communisme (idée déjà développée par Quiniou dans un ouvrage précédent). Ce *Retour à Marx* qui se révèle au final comme un appel à « rejoindre Jaurès » (p. 129), s'il est bien dans l'air du temps, n'apparaît donc pas franchement comme une novation théorique. □



Yvon Quiniou,
Retour à Marx. Pour
une société post-
capitaliste, Buchet-
Chastel, Paris, 2013,
167 pages,
15 euros.

1. « Disons donc que la croyance idéologique que nous analysons a été, sinon déterminée, en tous cas largement surdéterminée par la logique proprement affective du désir », p. 122.

2. « ... la révolution n'étant alors que la somme, étalée dans le temps, de réformes qui aboutissent à nous faire changer de société », p. 129.

FACE À L'UNION EUROPÉENNE

« EN FINIR AVEC L'EUROPE », OU AVEC QUE

Un collectif d'auteurs, sous la direction de l'économiste Cédric Durand, vient de publier un livre au titre un peu provocateur : *En Finir avec l'Europe*.

Cédric Durand a lui-même résumé dans des présentations orales ce travail collectif en quelques formulations, que nous lui empruntons pour tenter un résumé point trop infidèle. La crise actuelle aurait sorti du placard « *trois vérités, deux cadavres et un revenant* », car elle révèle la nature profonde de l'Union européenne. Il reprend ainsi (page 89) un constat de Freud... à propos des maladies mentales : « *Si nous jetons un cristal par terre, il se brise, mais pas n'importe comment, il se casse suivant ses directions de clivage dont la délimitation, bien qu'invisible, était cependant déterminée à l'avance par la structure du cristal. Des structures fêlées et fissurées de ce genre, c'est aussi ce que sont les malades mentaux.* »

Trois vérités : le capitalisme européen (et il n'est pas le seul) n'assure plus sa croissance qu'en aggravant sans cesse l'exploitation et en privatisant tout ce qu'il peut. Cette fuite en avant dans un processus « *d'accumulation par dépossession* » est dans l'impasse. Voilà l'Europe vouée durablement au chômage de masse et au sous-investissement. De plus, la différence de rythmes de la crise entre le sud et le nord du continent montre à quel point il y a eu divergence et non harmonisation économique de l'Europe. Cela révèle l'essence néolibérale de l'UE, depuis le début, et non pour des raisons

politiques conjoncturelles. Enfin, la crise manifeste la nature antidémocratique de l'UE (Cédric Durand et Razmig Keucheyan parlent de « *césarisme bureaucratique européen* » en citant commission européenne, TSCG, BCE, décrets et inquisitions de la troïka dans les pays d'Europe du sud « aidés », etc.) et sa structure hiérarchisée, soumise à des rapports de domination internes, parfois presque néocoloniaux, entre les différents Etats. Deux cadavres : la notion de « *souveraineté des peuples* » et « *l'européisme* », soit le mythe d'une Europe sociale, écologique, démocratique. Comme l'a dit le président de la BCE, Mario Draghi : « *Le modèle social européen est mort.* » Un revenant : le spectre du fascisme. Il faut lire l'article excellent (et effrayant) de Dimitris Dalakoglou sur l'Aube dorée (y compris dans ses relations avec l'appareil « sécuritaire » de l'Etat grec) : « *Néolibéralisme et néonazisme : de la violence à Athènes en temps de crise* » !

NI EUROPÉISME, NI SOUVERAINISME ?

De ce constat surgit une polémique contre deux perspectives politiques illusoire :

- 1) Le rêve d'une « *bonne Union européenne* », qui articulerait une politique monétaire expansive de la BCE, un plan d'investissement européen, une régulation des salaires qui les accrocherait aux gains de productivité. Il est néanmoins précisé que « *sur le papier ce socle pourrait contenir la crise* », ou au moins « *fonctionner à court terme* ». Cependant cette

« option euro-keynésienne » (page 137) « *est cohérente en tant que réponse aux turbulences macroéconomiques qui font suite à une crise financière, mais elle bute sur la politique.* » C'est sans doute la thèse centrale du livre. En effet, il n'y a pas de « *fusion* » entre les peuples d'Europe. Toute la structure de l'UE s'oppose à une telle politique. Et il y a une « *désynchronisation de la lutte des classes* » sur le continent européen, rendant les rythmes politiques très différents d'un pays à l'autre, et entre l'Europe du nord, de l'est et du sud. C'est le résultat des places différentes occupées par les différents pays dans l'économie continentale et mondiale.

2) Le rêve souverainiste du retour au cadre national, qui (dans sa version de gauche) permettrait de revenir aux « *compromis de l'après-guerre* » (un secteur d'Etat important, une montée continue des salaires, la protection sociale, etc., coexistant avec le maintien du capitalisme). C'est la chimère d'un « *compromis de classe* » qui pourrait être renouvelé dans le cadre d'une « *nation indépendante* » économiquement.

D'où la proposition que Cédric Durand dit « *stratégique* » : une « *ruse de la raison internationaliste* », qui passerait par un « *détour national* ». Préparer une crise politique qui rendra possible de profondes ruptures, avec le libéralisme voire le capitalisme, mais qui ne pourra être que nationale. Dire (comme Syriza en Grèce) « *Pas un sacrifice pour l'euro* », mais aussi éviter de dire que sortir de l'euro résoudre en soi les problèmes. C'est le sens que le début du livre (pages 7-8)

donne au titre lui-même de tout l'ouvrage : « *Pour l'Europe en crise, tituber sur ses deux jambes, c'est accélérer un processus d'intégration sans légitimité démocratique et radicaliser l'agenda des réformes néolibérales. Autrement dit asphyxier la délibération démocratique pour mieux livrer les sociétés européennes au processus d'accumulation du capital (...)* C'est dans ce cadre qu'il s'agit d'en finir avec l'Europe. En finir avec l'Europe comme une évidence, comme une ligne d'horizon de la controverse politique. Au premier chef, l'Union européenne est en cause. Mais cela questionne aussi l'a priori de "l'autre Europe" comme seule option stratégique immédiatement opérante pour les gauches sociales et politiques. Car si les nations ne sauraient être un refuge, l'Europe néolibérale se révèle être un piège dont il reste à se défaire. »

Il faudrait donc mener campagne contre l'Union européenne pour défendre une politique nationale radicale contre le chômage, où l'Etat doit être « *l'employeur en dernier ressort* » et « *la finance doit être socialisée* ». Ce serait même le seul moyen de contrer une « *option d'extrême droite qui a le vent en poupe* ». Enfin, cette idée « *d'en finir avec l'Europe* » se veut internationaliste. Pourquoi l'horizon internationaliste devrait-il être l'Europe ? Pourquoi défendre cette forteresse Europe (au nom de quoi ? Quelles grandes luttes historiques progressistes communes ? Tout de même pas au nom d'une « *civilisation commune* » ?) plutôt que l'union des peuples de la

LES FAUX DÉBATS ?

PAR YANN CÉZARD



En Finir avec l'Europe, (sous la direction de Cédric Durand) Dimitris Dalakoglou, Cédric Durand, Razmig Keucheyan, Stathis Kouvelakis, Costas Lapavistas, Wolfgang Streeck, Editions La Fabrique, 149 pages, 15 euros.

Ces périls, les auteurs en sont évidemment conscients, et ils les combattent. Mais pourquoi dire « *En finir avec l'Europe* » plutôt qu'avec les institutions, les traités de l'Union européenne, qui est effectivement une machine libérale dans son essence ? Aux côtés des machines des Etats nationaux aussi, d'ailleurs. Et pourquoi avancer cela comme un slogan, en quelque sorte « à l'adresse des larges masses » (comme on ne dit plus), tout en affirmant (à juste titre) que le problème politique fondamental est celui non pas d'un choix entre le cadre national et le cadre européen, mais celui du programme radical à défendre face à la crise ? Or justement, la controverse ne porte que bien peu sur la nature de ce programme. La tentative de revenir à des modèles passés où la croissance capitaliste coexistait avec quelques avancées sociales, ou la contestation de la dictature de la propriété privée et du profit sur l'économie ? Au contraire, le livre ne tend-il pas plutôt à minimiser ce problème (qui est celui de l'anticapitalisme, en fait), ne serait-ce qu'en affirmant, comme en passant, que l'option « euro-

keynésienne » pourrait être cohérente économiquement, mais simplement ne serait pas praticable politiquement, car l'UE n'est pas compatible avec elle ?

TENIR LE CAP ?

Le livre apporte des éclaircissements parfois passionnants sur l'Union européenne. Il tourne en dérision des chimères qu'il appelle « *européistes* », très présentes, parfois, dans le camp de ceux qui refusent l'austérité. Un faux internationalisme, très abstrait, un réformisme très plat qui rêve d'un jour (la Saint-Glinglin ?) où les gouvernements européens réorienteraient leurs politiques à l'échelle de tout le continent... Mais pour prendre seulement l'exemple français, au sein du Front de gauche (dont les débats internes se reflètent d'une certaine façon dans le livre), n'y a-t-il pas aussi ceux, non moins platement réformistes, qui dénoncent « *l'Europe allemande* » ou « *l'Europe américaine* » (dixit des tracts et autocollants tout frais du PG !), avec une vigueur inversement proportionnelle à la radicalité de leur mise en cause du capitalisme lui-même ? Ce qui donne décidément envie de tenir fermement le cap de l'internationalisme, en évitant des raccourcis périlleux, et en défendant un programme anticapitaliste pour tous les travailleurs d'Europe, qui ne sera de toute façon pas compatible avec l'Union européenne telle qu'elle existe réellement. □

Méditerranée ? Du sud de l'Europe ? Du monde ?

PERPLEXITÉS...

Effectivement, les auteurs ont raison de rappeler que « l'Europe » peut être aussi le drapeau d'un nationalisme, d'une arrogance néocoloniale. Surtout vu de France ou d'Allemagne d'ailleurs. Est-il si pertinent cependant de titrer « *En finir avec l'Europe* » ? Car, puisque l'ouvrage se veut « *politique* » (et même « *stratégique* »...), ne faudrait-il pas davantage intégrer les rapports de forces politiques, justement ? La crise ouvre la voie aux pires idées réactionnaires. En France, le FN agite la chimère d'une sortie de l'euro parée de toutes les

vertus, la récupération d'une soi-disant indépendance nationale, au nom de laquelle on nous demanderait, comme souvent dans le passé, de multiplier de nouveaux sacrifices pour être toujours-plus-compétitifs. La rupture avec l'UE et l'euro n'a pas les faveurs aujourd'hui de la grande bourgeoisie, nulle part en Europe. Mais partout l'extrême-droite l'agite, et « ça marche ». Cette démagogie (alimentée par la politique dite « européenne » !), désarme un peu plus les classes populaires, en montant les peuples les uns contre les autres plutôt que contre la sainte-alliance des capitalistes et des gouvernements qui règne sur tout le continent.

EGYPTE: LA RÉVOLUTION N'EST PAS TERMINÉE

PAR JEAN-FRANÇOIS CABRAL



Manifestation le 3 juillet 2013, Place Tahrir au Caire, à l'annonce de la destitution de Morsi. Reuters/Suhaib Salem

Le 22 août, Hosni Moubarak a été mis en libération conditionnelle. A ce jour, sa condamnation à vie pour complicité dans les meurtres de 850 manifestants lors de l'acte I de la révolution égyptienne, en janvier 2011, n'a pas été formellement mise en cause. Mais cette décision donne une indication sur le résultat de la procédure judiciaire, plus largement sur le sens des événements en train de se produire en Egypte. En instaurant un climat de terreur, les militaires font tout ce qu'ils peuvent pour créer les conditions qui leur permettraient d'en finir avec la révolution. Leur intervention concomitante pour briser la grève des ouvriers de l'acier à Suez montre si besoin est qu'après les Frères musulmans, c'est bien la population pauvre, la classe ouvrière et ses organisations qui sont visées. Le ralliement au nouveau pouvoir de la presque totalité des partis politiques –salafistes, libéraux, nassériens et autres formations de la gauche réformatrice–, à l'exception notable de l'extrême gauche et de quelques secteurs du mouvement syndical, facilite évidemment la tâche des militaires. Ce sont ces partis qui ont tenté de transformer l'immense mouvement de révolte populaire ayant culminé dans la manifestation du 30 juin en un mouvement de soutien au

général Al-Sissi. Non sans un certain succès, en confortant l'illusion que le «peuple» pourrait donner une sorte de «mandat» aux militaires pour en finir avec la violence des Frères musulmans avant de rentrer gentiment dans leurs casernes et de laisser la révolution continuer. Mais jusqu'à quel point cette illusion est-elle partagée, et pour combien de temps ? Toute l'ambiguïté de la situation tient à ce décalage considérable entre une crise économique qui continue à alimenter en profondeur le processus révolutionnaire, une agitation sociale sans précédent, la volonté intacte de la population de continuer à se battre pour en finir avec la misère et la dictature, et la très grande difficulté à traduire sur le plan politique ses espoirs et son combat. Les pauvres d'Egypte sont encore condamnés pour toute une période, sans doute assez longue, à tâtonner et à apprendre à leurs dépens en mettant à l'épreuve toute sorte de faux amis avant de trouver la voie d'une véritable politique de classe indépendante. Les militaires rêvent d'en finir avec ce processus, mais rien n'est acquis. Ce ne sont pas les seuls d'ailleurs qui en ont rêvé. N'oublions pas que les Frères musulmans aujourd'hui victimes de la répression ont tout fait pour étouffer la révolution, réprimant violemment les divers mouvements

de contestation auxquels ils ont dû faire face, jusqu'à menacer par la voix de Morsi d'«écraser» la révolte qui l'a finalement emporté. La classe dominante est loin d'être unifiée. Les Frères musulmans représentaient pour elle une assez bonne solution, soutenue par Washington et le FMI. Aujourd'hui les généraux, qui font directement partie de cette classe dominante, en contrôlant peut-être le quart du PIB égyptien, hésitent à se maintenir en première ligne: déjà violemment contestés en décembre 2011, ils savent que les illusions peuvent vite se retourner contre eux. Mais quelle force politique est capable aujourd'hui de donner le change? Et que peut faire l'impérialisme US, manifestement à la peine et confronté aux ambitions divergentes de l'Arabie Saoudite et du Qatar? L'armée aimerait peut-être transformer la situation actuelle en scénario à l'algérienne. Elle a laissé délibérément les Frères musulmans s'attaquer aux coptes pour mieux prendre en tenaille la population. Mais l'Egypte n'est pas non plus l'Algérie. C'est un mouvement de masse qui a conduit au renversement de Morsi et il n'a pas dit son dernier mot. □

Voir également, en pages Actualité, l'analyse et les positions de l'organisation des Socialistes révolutionnaires d'Egypte.